JA CH-1211 GENÈVE 8
P.P. / JOURNAL
A PRIORITY PRIORITAIRE

JEUDI 12 OCTOBRE 2023

LE COURRIER

WWW.LECOURRIER.CH

N°194 | 156e année | CHF 3.00

ARGENTINE

Comme un air de **Bolsonaro**

KEYSTONE

9 A trois semaines de l'élection présidentielle argentine, le député ultralibéral Javier Milei est en position de favori. Multipliant les coups d'éclat, le Bolsonaro argentin promet notamment de «décapiter l'Etat à la tronçonneuse». Une recette qui lui permet de mordre sur le terrain de la gauche péroniste et de séduire des classes populaires dépitées.

9 PROCHE-ORIENT

Gouvernement d'urgence en **Israël** et raids meurtriers sur Gaza

Hier, à Gaza. KEYSTONE

4 VAUD

Hier collègues, Pascal **Broulis** et Pierre-Yves **Maillard** s'affrontent pour les Etats. Débat.

6 GENÈVE

A l'heure de briguer un second mandat, le duo **Mazzone-Sommaruga** défend son bilan.

7 LE LOCLE (NE)

Une **expo** interroge les relations ambiguës et paradoxales entre l'animal et l'humain.

éditorial

PHILIPPE BACH

GLISSEMENT DROITIER

8

Le dernier sondage avant le verdict des urnes le 22 octobre prochain. Le baromètre électoral réalisé pour la RTS par l'institut Sotomo a confirmé hier les tendances enregistrées depuis plusieurs mois: le bloc de gauche recule de deux points par rapport à 2019 au profit de la droite dure et du centre droit.

Il faudra bien sûr attendre le seul verdict qui compte, celui des urnes, les sondages étant par nature versatiles et empreints d'un taux d'erreur non négligeable. Le Centre dépassera-t-il comme annoncé le PLR – ce qui constituerait une première depuis la fondation de la Suisse moderne? L'écart est suffisamment faible pour être jugé négligeable. Mais cette progression d'un point peut aussi s'expliquer par la fusion du parti centriste avec la dissidence udéciste du Parti bourgeois démocratique.

Ce qui n'est pas forcément rassurant. La progression de l'extrême droite se fait donc sur sa ligne dure, sans récupérer ces «renégats». A savoir sur un discours néolibéral, anti-Etat, souverainiste, parfois complotiste, anti-immigration et xénophobe. Inquiétant de constater que cet aiguillage en fait le premier parti de Suisse avec 28,1% des intentions de vote, dix points devant le Parti socialiste suisse (PSS), second parti selon ce sondage. Cette progression est particulièrement marquée en Suisse romande, où l'implantation de la formation populiste est historiquement moins forte.

Le PSS semble avoir repris quelques couleurs (+0,5%), probablement en braconnant un peu sur l'électorat des Vert·es. Ceux-ci reculent en effet de 2,5 points. Il est vrai qu'ils avaient cartonné en 2019, dans la foulée des grandes grèves du climat. Mais, surtout, les fins de mois ont repris le dessus, selon cette étude. En tête des préoccupations des Suissesses et des Suisses: le racket des primes maladie. Les réponses du parti à la rose semblent davantage parler à cet électorat que le discours des Vert·es peut-être encore un peu monothématique.

Le temps politique est généralement lent. Surtout en Suisse. Sur la durée, une question se pose: les alliances contre-nature forgées entre le centre droit et le bloc UDC-PLR ne vont-elles pas aboutir à moyen terme à un renforcement de l'alliance rose-vert? L'UDC grignote déjà sur un PLR en recul. Et, dans des cantons comme Genève, où l'ex-PDC est véritablement centriste, le fait de servir de marchepied à l'UDC et au MCG peut rebuter. Plusieurs personnalités du Centre ont plus ou moins discrètement pris leurs distances. Ce n'est pas un mouvement de fond, mais cela reste révélateur.

Les quatre ans qui viennent semblent donc s'annoncer sous une coloration compliquée; raison de plus pour ne pas bouder les urnes et, pourquoi pas, faire mentir les sondages. I

9 771424 140412 04

Rédaction Genève: 022 809 55 66 redaction@lecourrier.ch | Rédaction Vaud: vaud@lecourrier.ch | Rédaction Neuchâtel: neuchatel@lecourrier.ch |Publicité: 022 809 52 32 pub@lecourrier.ch | mortuaires@lecourrier.ch | malettre@lecourrier.ch
Le quotidien *Le Courrier* paraît 5 fois par semaine. Il est édité à Genève par la Nouvelle Association du Courrier (NAC), association sans but lucratif | Direction, administration et rédaction à Genève: 18, avenue de la Jonction, CP 112, 1211 Genève 8
Dons: IBAN CH82 0078 8000 0508 4141 3 | **Abonnements: 022 809 55 55 – abo@lecourrier.ch – www.lecourrier.ch/abo** | Tarifs 12 mois: Intégral: 439 frs; Combi: 359 frs; Web: 299 frs; Weekend: 179 frs Essai web: 19 frs Essai Intégral 2 mois: 39 frs.

CULTURE, LAUSANNE

Entre la Suisse et le Brésil post-colonial

Léa Katharina Meier aborde la question décoloniale par l'image. *Miasma Ficção*, son premier court métrage de fiction, nous fait voyager entre la Suisse et le Brésil, où des familles fribourgeoises s'étaient implantées dans la province de Nova Friborgo. Non sans humour, la performeuse et artiste visuelle (photo) tisse des ponts entre ces deux territoires montagneux, accueillant chacun la florissante industrie fromagère du gruyère. Prix suisse de la performance en 2021 pour *Tous les sexes tombent du ciel*, Léa Katharina Meier poursuit ici ses expérimentations poétiques et politiques à la croisée des genres. L'occasion de continuer à réfléchir sur les notions d'hygiénisme et de blanchité. Son film est à voir à l'Arsenic dans le cadre d'un double programme avec Mayara Yamada et Ursulina de Lombardia, qui présentent aussi leur vidéo-performance *I came all the way here now you have to dance*. CDT/LÉA KATHARINA MEIER

Du 12 au 15 octobre, Arsenic, Lausanne, www.arsenic.ch

AGORA

L'indigente régulation de la finance

Economie ▸ Le renforcement de la régulation financière internationale opéré après la crise de 2008 ne réussit pas à prévenir la faillite de grandes banques. «C'est l'industrie financière qui mène la danse. Tant que nous laisserons faire, les crises continueront», avance Sébastien Brunschwig, économiste politique. Eclairage.

SÉBASTIEN BRUNSCHWIG*

S'il en était besoin, les turbulences qui ont secoué les marchés financiers cette année ont rappelé la fragilité du système bancaire international. L'affaire semble débuter le 8 mars 2023 par l'effondrement de la Silicon Valley Bank aux Etats-Unis et se terminer le 19 par le rachat de Credit Suisse par sa principale rivale, UBS. Elle peut surprendre par son apparente brièveté. En réalité, ces événements ne sont que l'épilogue d'une pas si soudaine dégradation des résultats de ces établissements, en grande partie liée à une mauvaise gestion des risques associés à leurs investissements.

Ce qui est inquiétant, c'est de constater que, malgré la mise à jour des standards de la régulation financière internationale en réponse à la crise de 2008, les régulateur·trices ne sont toujours pas parvenu·es à prévenir la faillite d'établissements systémiquement importants. Ou pas autrement qu'en bricolant des solutions de dernière minute, en engageant massivement les ressources financières de l'Etat. Un·e citoyen·ne concerné·e serait en droit de demander pourquoi.

Est-ce peut-être que, dans une économie capitaliste, la crise financière est un mal auquel il faut se résoudre? On ne pourrait que mitiger ses effets mais pas la prévenir? Une rapide mise en perspective historique met en doute cette thèse. Tandis que, de 1950 à 1980, les systèmes financiers restent relativement stables, la période suivante, de 1980 à aujourd'hui, est marquée par de nombreux épisodes de crises financières et paniques bancaires. La cause est sans doute à chercher du côté des changements institutionnels qui marquent le passage entre ces deux phases.

Durant la première période, la finance est fortement régulée: des lois contraignent la libre circulation des capitaux entre les pays, les transactions financières sont taxées et la législation oblige les banques à détenir d'importantes réserves en fonds propres ainsi qu'une part de la dette de leur Etat. Durant la seconde, la finance est dérégulée et les Etats abandonnent les barrières à la libre circulation des capitaux. Dans les pays riches, la part du secteur financier et de la dette dans l'économie prend l'ascenseur. Les institutions financières multiplient leurs opérations et prennent des risques croissants. On retient donc que l'instabilité financière n'est pas une fatalité dans une économie capitaliste, mais bien une conséquence de certains arrangements institutionnels qui permettent une hégémonie de la finance.

Comme illustré par les épisodes de mars 2023, les réformes advenues après la crise de 2008 n'ont pas été suffisantes pour réellement contrôler les risques systémiques associés à la finance internationale. Examinons l'un des instruments de régulation: les exigences minimales en matière de fonds propres. Selon l'évaluation des risques associés à leurs actifs, les institutions financières doivent détenir un certain pourcentage de fonds propres, c'est-à-dire de liquidités immobilisées qui ont pour but d'absorber les pertes en cas de défaut pour éviter que les déposants ou l'Etat aient à payer la note. La Banque nationale suisse (BNS) souligne dans son rapport 2023 que Credit Suisse respectait les exigences minimales légales en matière de fonds propres avant sa crise de liquidité. Ce constat rejoint les conclusions des économistes Boone et Johnson qui analysaient en 2013 que les exigences minimales prévues par Bâle III, l'accord listant les standards de la régulation financière internationale, était loin d'assurer la protection des dépositaires et du contribuable contre les risques financiers. La Banque d'Angleterre, pourtant pas la moins libérale des institutions, admettait aussi dans un rapport de 2015 que les besoins en fonds propres étaient drastiquement sous-évalués.

Il est à souligner qu'il est dans l'intérêt des firmes financières de limiter ces fonds propres car ils constituent une masse de capital sur laquelle elles ne touchent pas de retours. La littérature consacrée au pouvoir de la finance explique comment les grandes institutions financières sont parvenues à capturer les régulations pour limiter ces exigences minimales. Les chercheurs Stefano Pagliari et Stephen Young avancent que les intérêts de la finance rencontrent peu d'opposition car le domaine de la régulation financière est perçu comme complexe et les conséquences redistributives de ces politiques ne sont pas claires pour la majorité de la population, qui se mobilise donc peu autour de ces questions.

L'industrie financière mène donc la danse. Et tant que nous laisserons faire, les crises continueront d'être récurrentes. Au fond, les enjeux ne sont pas si complexes: l'industrie financière augmente sa profitabilité pendant que les risques systémiques s'accumulent. Lorsque ces risques se matérialisent, c'est l'économie productive qui en pâtit. Le chômage explose et les travailleur·euses perdent du pouvoir d'achat. Ces questions de régulation méritent donc qu'on s'en saisisse.

* Membre du comité de Rethinking Economics Geneva.

À LIVRE OUVERT

La possibilité démocratique

ALEXANDRE CHOLLIER*

C'est par la lecture, l'acte de lire, que la plupart des livres se dévoilent à nous, qu'ils montrent de quel bois ils sont faits, ce dont ils sont capables ou non. Pour connaître leur géographie, rien ne vaut en effet la lecture. Entendre parler d'un livre c'est une chose, le lire c'en est une autre. Alors oui lisons, lisons et déplaçons-nous à travers ce texte-ci ou ce texte-là, avançons avec eux, opposons-nous même parfois au flot des mots, résistons s'il le faut, mais lisons-les et faisons-les nôtres.

Le dernier texte qui m'ait littéralement emporté, et ouvert à une géographie tout à fait nouvelle, n'est en rien un récit de voyage – de tous les types de livres, exception faite de certaines œuvres de fiction, celui le plus à même de le faire. Non, il s'agit d'un essai à deux voix consacré à la démocratie: la voix d'une philosophe et la voix d'un historien, toutes deux dialoguant. Bref il s'agit d'une histoire et d'une philosophie *démocratiques* de la démocratie. Je m'expliquerai plus loin sur l'importance du qualificatif choisi.

La première chose que je puisse dire à son sujet tient en quelques mots: le livre *Démocratie! Manifeste*[1] ressemble comme deux gouttes d'eau à un torrent. Un torrent, c'est quoi? Disons que le mot convoque un contexte et un espace particuliers: la montagne déclive, porteuse de reliefs plus ou moins accentués. Disons aussi qu'un torrent est une chose vivante, que ses visages peuvent être variés, qu'il peut à un moment donné délivrer une eau limpide délicieusement fraîche et, l'instant d'après, charrier un flot de boue, de rocs et d'arbres.

Le torrent que j'ai ici en tête ressemble à celui rencontré cet été sous le vaste ciel des Grisons. Un torrent lové au fond d'une profonde et verte vallée, où pour éprouver à la fois la force du flot et sa puissance vivificatrice il suffit d'y entrer pieds nus. Dans pareil torrent, dans pareil livre on se dit que désormais on est capable de percevoir la moindre ondulation du flot ou de la pensée, d'apprécier ses qualités propres, voire d'en garder le souvenir une fois la lecture terminée ou l'été fini.

Rendre à ce point vivant un livre est une gageure. Il faut une posture claire et assumée, donnant à voir et à éprouver tant la force que la puissance de l'écrit. La force de celui-ci se perçoit distinctement lorsque Barbara Stiegler et Christophe Pébarthe réaffirment leur ambition commune, celle «de délimiter les conditions de possibilité, ici et maintenant, de la démocratie». Quant à sa puissance, il peut être utile de rappeler que les auteurs ressentent l'impérieux besoin de «sortir du modèle contemporain du débat intellectuel plaçant le lecteur (ou le spectateur) dans une position d'extériorité, comme s'il était condamné à assister au spectacle d'une guerre des opinions et, le plus souvent, à choisir une voie du milieu, autre nom de l'ordre établi». Bref, il s'agit de plonger dans le flot de la pensée ou tout au moins de l'éprouver, comme on éprouve celui du torrent. C'est d'ailleurs ainsi que le torrent se raconte le mieux, que l'écrit lui ressemblant nous marque le plus profondément, le plus durablement.

Nulle surprise alors à voir les auteurs défendre une *syntaxe démocratique* «autorisant tout à la fois l'exposition d'un problème, des solutions possibles et une incertitude finale en lieu et place de conclusion». Ni à les voir porter leur attention au dispositif de prise de parole choisi et de préférer l'expression «donner à penser» à toute autre.

Je me rends compte que je n'ai encore rien dit de son contenu. Mais comment décrire en détail un torrent-livre sans en masquer les singulières et vivantes force et puissance? Ce qu'ici par contre je peux faire, c'est inviter chacune et chacun à y planter son regard comme on planterait ses talons dans le sable en tapissant le lit de roches et de pierres. S'y planter, oui, afin d'en éprouver le flux et de remarquer combien, une idée ou une vaguelette après l'autre, nos façons de penser la démocratie, ce «régime que nous connaissons si mal», se modulent. Combien il importe de se retourner sur le dévoiement actuel du mot – la démocratie devenant aux yeux des néolibéraux une *démagogie*, «une conduite *(agogê)* du *démôs* par ceux qui sont désignés comme ses chefs, ses tuteurs ou ses maîtres». Enfin, combien la possibilité d'une délibération réellement démocratique «suppose de rompre avec l'ordre social actuel».

* Géographe, écrivain et enseignant.
[1] Barbara Stiegler, Christophe Pébarthe, *Démocratie! Manifeste*, Le bord de l'eau, 2023.

Les services des automobiles tardent à contrôler les filtres de véhicules diesel vendus à partir de 2013

RETARDS À L'ALLUMAGE

PIERRE-ANDRÉ SIEBER

Particules fines ► Alors que la France ou la Grande-Bretagne instaurent des zones à ultrabasses émissions dans les villes, la lutte contre les particules fines émises par les diesels avance au ralenti en Suisse. Le contrôle des filtres à particules imposé dès le début de cette année par la Confédération pour tous les véhicules mis sur le marché à partir de 2013 patine. Les services des automobiles cantonaux chargés de cette tâche n'ont de loin pas tous tenu les délais ni la cadence.

«Le taux de non-conformité est passé de 15 à 10%» Peter Kiser

Depuis le 1er janvier, des contrôles systématiques des filtres à particules doivent être pratiqués, comme ici au centre du TCS à Granges-Paccot. CHARLY RAPPO

Vérifier si un filtre est fendu ou bouché est pourtant essentiel: environ 180 000 véhicules diesel circulent avec des filtres défectueux dans le pays, laissant échapper des microparticules nocives pour la santé. Soit une quantité de 72 tonnes par an, selon l'arithmétique du sérieux Laboratoire fédéral d'essai des matériaux (Empa), comme le relevaient nos collègues du magazine alémanique *Saldo*.

Taux d'échec élevé

Faute d'anticipation dans l'acquisition des moyens techniques, de nombreux services des autos n'ont pu sonder les fumées des moteurs diesel que tardivement et par échantillonnage alors que la procédure aurait dû être systématique dès le 1er janvier. A Neuchâtel par exemple, le Service cantonal des automobiles et de la navigation (SCAN) n'a pu s'y mettre que tout récemment. «Nous contrôlons tous les véhicules soumis depuis le 15 août», confirme Michel Nicolet, responsable technique du SCAN. «Nous avons pu commencer les tests aléatoires depuis le 1er février, date à laquelle nous avons pu obtenir un appareil de mesure.» En retard, le service vaudois a dû commencer aussi par des contrôles aléatoires du 1er mars au 7 juillet.

Le Jura n'a pas non plus pu entamer ses vérifications au 1er janvier et attend encore aujourd'hui un appareil spécifique afin que tous ses sites soient dotés d'appareils ad hoc. Au bout du lac, Didier Leibzig, directeur de l'Office cantonal de la circulation genevois, ne dit pas le contraire. Il confirme une mise en œuvre tardive à partir du 1er mars car les engins de contrôle n'étaient pas disponibles. Monitorés seulement depuis le mois de mai, les tests montrent que vérifier l'état des filtres à particules vaut la peine. «A Genève, 1485 contrôles ont été effectués à ce jour, détaille Didier Leibzig. Parmi ces véhicules contrôlés, 22% n'étaient pas en ordre.»

Un pourcentage d'échec que l'on retrouve dans le canton de Vaud, avec 22,5%, la moyenne se situant en Suisse selon le TCS entre 15 et 20%.

Exception romande avec le Valais, l'Office de la circulation (OCN) du canton de Fribourg a pu se mettre aux contrôles systématiques à la date prévue des voitures de tourisme et de livraison. La tâche est grande: pas moins de 33 384 véhicules dotés de filtres ont dû ou doivent se soumettre aux tests. Sur un échantillon de 1639 contrôles, le taux d'échec est de 14,77%. Disposant pour l'heure de quatre appareils de mesure, l'OCN en a trois supplémentaires en commande.

La lenteur dans l'application des mesures visant la qualité de l'air, typiquement romand? Que nenni. Le canton de Schaffhouse n'a commencé que le 1er mai. «En se basant sur les premières informations de la Confédération, nous sommes partis du fait que des contrôles aléatoires suffisaient», explique Thomas Gasser, responsable des expertises au Service des automobiles du canton de Schaffhouse. «Mais à la suite d'un changement de situation, nous procédons depuis à des contrôles systématiques. Depuis mai 2023, nous avons deux appareils de mesure qui nous permettent de contrôler les véhicules concernés.» Le responsable en revanche n'a tenu aucune statistique des tests ni de leur taux d'échec.

A Saint-Gall encore, le Service des automobiles a dû commencer par des contrôles aléatoires et son matériel technique doit encore être complété. «Le canton va se doter de quatre appareils supplémentaires, quatre ayant déjà été installés», explique Patrick Schnelli, chef des expertises au service des automobiles. «Les commandes ont déjà été passées et le fournisseur a promis que les appareils seraient livrés en 2024. Toutefois, le parlement cantonal doit encore ratifier le montant au mois de novembre, un montant tenu confidentiel.» Selon nos recherches, le prix de tels appareils est d'environ 11 000 francs.

Appareils en attente

Chef du Service des automobiles à Lucerne où la mesure a été appliquée dans les temps, Peter Kiser a fustigé les contrôles aléatoires. «Pour les freins, on ne se fie pas à des contrôles par échantillons!» Le Lucernois conteste aussi l'excuse du manque d'appareils sur le marché. «Jusqu'à présent, nous avons systématiquement mesuré plus de 5000 véhicules équipés d'un filtre à particules obligatoire», explique-t-il. «De près de 15% de non-conformités au début, le taux est passé à moins de 10%. Les entreprises ont également acheté des appareils de mesure, du coup les filtres défectueux sont remplacés avant de venir chez nous ou alors certains véhicules ont été retirés de la circulation.»

Dans une interpellation, la conseillère nationale Marionna Schlatter (verts, ZH) s'est étonnée de la pratique des contrôles aléatoires par certains services automobiles, dont certains cantons très peuplés comme Zurich ou très concernés par la pollution aux particules fines comme le Tessin. Le Conseil fédéral a répondu que cette façon de faire par échantillons ne satisfait pas aux exigences du droit fédéral mais a admis l'excuse du manque d'appareils et a chargé l'Office fédéral des routes (Ofrou) de mettre tout le monde au pas sans toutefois marcher sur les pieds des cantons. I

«C'EST UN PROBLÈME AIGU»

La pollution des particules fines préoccupe particulièrement Bernhard Aufdereggen (PHOTO DR), médecin et président des Médecins en faveur de l'environnement (MfE).

La France a encouragé l'utilisation de véhicules diesel et connaît dans certaines villes comme Paris un taux de particules fines de 10 microgrammes par m³, soit deux fois la norme admise par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Est-ce que le problème est le même en Suisse?

Bernhard Aufdereggen: Oui, le problème se pose également de manière aiguë en Suisse, même si les valeurs des particules fines (PM2.5) mesurées sont en baisse depuis quelques années, de 25 µgr/m³ dans les années 2000 à environ 10 actuellement. Elles sont pour la plupart supérieures aux maxima recommandés par l'OMS alors que les études scientifiques prouvent les dangers de ces particules non seulement pour les poumons mais aussi pour le cœur et le cerveau.

Ces particules sont donc si petites?

Oui, elles sont plus petites qu'un globule rouge et passent la barrière cellulaire. Des études ont montré que dans les régions à forte concentration, les gens sont davantage victimes de démence. Ces particules peuvent atteindre le cerveau.

Contrôler systématiquement les filtres des véhicules diesel est-il donc si important?

Oui, absolument: les contrôles des services des automobiles montrent qu'environ 15 à 20% des véhicules diesel ont un filtre défectueux. Il y a bien sûr d'autres sources de particules fines comme l'industrie, le trafic en général et les chauffages avec la combustion de charbon ou de bois qui n'a pas bien séché par exemple.

Ces polluants peuvent-ils entraîner la mort?

Oui. En Suisse, la pollution de l'air tue environ 3000 personnes par année et les particules fines en sont une des causes. Voilà pourquoi il faut prendre des mesures comme celles visant les filtres à particules des véhicules diesel. PAS

Les appareils sont fort chers

Les petits garages peinent à s'équiper d'appareils de mesure pour contrôler les filtres de véhicules diesel. La dépense peut s'élever à 11 000 francs. Et pour les détenteurs de véhicules, remplacer un filtre représente une dépense allant jusqu'à 3500 francs.

Intervenant après la sixième année suivant la première immatriculation du véhicule diesel dès 2013, le contrôle obligatoire des filtres à particules est un obstacle supplémentaire lors de l'expertise périodique. «C'est la hantise du moment», explique Gabriel Scherwey, directeur du garage Corpataux AG à Tinterin. «Lors du passage du contrôle périodique, il faut bien évaluer avec le client l'état du filtre à particules.»

Pour ce faire, le garagiste effectue à la demande du client un précontrôle au centre TCS, à Granges-Paccot, qui est équipé d'un appareil de mesure. «En cas d'obligation de remplacer le filtre à particules, la facture peut s'élever jusqu'à 3500 francs voire davantage selon les modèles, explique Gabriel Scherwey. Et il arrive que ce soit pour des véhicules relativement récents.» La dépense pour la réparation peut parfois dépasser la valeur du véhicule et obliger le propriétaire à changer d'automobile.

Pour le garagiste de Tinterin, l'investissement dans un appareil de mesure propre – du fabricant allemand MAHA le plus répandu – représenterait environ 10 000 francs, ce qui est trop élevé par rapport au volume de véhicules à contrôler. Et le délai de livraison, vu la demande, s'est allongé à six mois.

L'importateur en Suisse des appareils de mesure MAHA ne conteste pas les problèmes de livraison. «La demande d'appareils de mesure des particules a fortement augmenté, certainement en raison des directives légales introduites», explique Zorica Savovic, du service de presse de KSU A-Technik à Wohlen (AG). «Les délais d'attente se situent actuellement entre 2 et 4 semaines. Des délais plus longs ont été observés auparavant lors des premières commandes». PAS

Ancien tandem ministériel vaudois, Pierre-Yves Maillard et Pascal Broulis sont favoris pour les Etats

De côte à côte à face à face

Le socialiste Pierre-Yves Maillard et le libéral-radical Pascal Broulis sont redevenus adversaires dans la course au Conseil des Etats. OLIVIER VOGELSANG

ACHILLE KARANGWA
ET RAPHAËL BESSON

Elections fédérales ► Figures du «compromis dynamique» au sein de l'Exécutif vaudois, le libéral-radical Pascal Broulis et le socialiste Pierre-Yves Maillard sont redevenus adversaires dans la course au Conseil des Etats. P*our La Liberté et Le Courrier*, ils se sont retrouvés au Café Romand pour débattre. Après avoir vaincu les bouchons…

Comment vivez-vous les problèmes de circulation de Lausanne, sa frénésie de construction?
Pierre-Yves Maillard: C'est vrai que Lausanne et le canton ont connu des transformations impressionnantes, corollaires d'une forte croissance. Il y a l'équivalent d'une nouvelle ville de Lausanne qui s'est établie chez nous en moins de 15 ans. La population veut que ça ralentisse un peu, on le sent.
Pascal Broulis: On a accompagné intelligemment la croissance démographique. Pour moi, le problème est celui du repli des villes sur elles-mêmes, l'accès aux villes devient toujours plus compliqué. Mais il faut construire.

> «On devra donc travailler sur le catalogue des prestations et les tarifs – sans y couper brutalement»
>
> Pascal Broulis

PYM: Je conteste l'idée que les villes se ferment. Il faudra d'autres modes d'aménagement du territoire, davantage de décentralisation, mais ça posera d'énormes enjeux. Habiter hors des grandes villes pose la question des investissements dans les transports, les crèches.

Après 15 ans de collégialité à l'exécutif, comment se passe une campagne de concurrents?
PYM: On veut faire progresser nos couleurs pour pouvoir ensuite faire les meilleurs compromis. Pour que cela arrive sur le plan fédéral, il faut que la gauche se renforce et surtout au Conseil des Etats. Nous avions trouvé une solution au National sur la question des primes-maladie qui aurait permis de les baisser de deux milliards dès 2024. La Chambre haute n'est même pas entrée en matière.
PB: A l'exécutif cantonal, vous êtes élus afin de trouver des solutions pour l'intérêt général alors que pour le législatif fédéral, vous êtes en concurrence. Mais pour les primes, nous devons trouver des solutions car ce n'est plus digérable. Nous débattrons de l'initiative socialiste des 10%, qui est en application sur Vaud et que j'ai soutenue. Et c'est la force de notre pays: la possibilité de dialoguer, sans crispation permanente.

Vous avez sillonné le canton: quel est son pouls?
PYM: Il y a beaucoup d'inquiétudes et de souffrance sociale, des gens qui n'arrivent pas à payer leurs factures. Beaucoup de femmes concernées par l'insuffisance de places de crèche. Les familles travaillent beaucoup, elles doivent trouver des solutions précaires ou coûteuses et on leur dit d'arrêter le temps partiel. C'est un discours insupportable.
PB: Le canton va plutôt bien: il y a le plein-emploi, il faut garder cette création de richesses. On voit des inquiétudes sur le pouvoir d'achat, l'inflation qui a généré de grosses craintes pour les salaires.

Vous avez croisé des gens pas d'accord avec vous durant la campagne?
PB: Je n'en ai pas rencontré beaucoup, réellement.
PYM: Les gens sont plutôt aimables et ceux qui ne sont pas d'accord vous évitent. J'ai senti une colère qui monte. Avec l'affaire Credit Suisse, les gens ont compris que l'argent est là, mais pas pour l'AVS.

Pour les revenus, une extension des conventions collectives de travail (CCT), avec des salaires minimaux est-elle la solution?
PYM: Seul un travailleur sur deux est couvert par une CCT, alors que nous devrions viser la grande majorité. Il faut rendre plus facile leur extension obligatoire. Mais il faut également refuser la motion Ettlin, qui vise à empêcher les salaires minimaux légaux quand il y a une CCT étendue.
PB: Les CCT sont une solution helvétique qu'il faut enrichir: se mettre autour de la table pour trouver un chemin qui ne soit pas la même règle pour tous. Y compris pour les taux horaires minimaux. En tant que fédéraliste convaincu, je pense que chaque canton doit pouvoir s'organiser.

Au-delà des primes-maladie, il y a également le problème des coûts de la santé et de la pénurie de personnel.
PB: Les coûts, y compris les salaires des personnels, ne sont que le reflet de la consommation. Il faut être conscients que, comme moi, lorsque l'on vote l'initiative pour des soins infirmiers forts, on admet que l'on va mieux rétribuer les infirmières et donc générer un coût supplémentaire, qui se répercute dans les primes. Qui ne sont qu'une partie des 90 milliards de coûts que l'on fera difficilement baisser dans un contexte de vieillissement. On devra donc travailler sur le catalogue des prestations et les tarifs – sans y couper brutalement.
PYM: Une partie de la manne est partie vers des rémunérations excessives. On sait que dans certaines spécialités les revenus des médecins ont explosé. En 2011, on avait un peu plus de 3,5 milliards, respectivement pour les généralistes et les spécialistes. Dix ans plus tard, c'est 7 milliards pour ces derniers, mais toujours 3,5 pour les généralistes. Entre besoins de santé publique et loi du profit, il faudra enfin faire un choix.
PB: Le vieillissement de la population fait que l'on aura besoin autant de généralistes que de spécialistes, qu'il faudra former. Cela a un coût et la concurrence est saine, elle permet de corriger quand il y a des excès. Nous sommes encore loin des déserts médicaux.

> «Entre besoins de santé publique et loi du profit, il faudra enfin faire un choix»
>
> Pierre-Yves Maillard

PYM: Dans trois ans, on aura pris 20% de plus sur la prime par rapport à 2023 et on découvrira les déserts médicaux, c'est dire que la réalité de cette crise est profonde.

Impôts et taxes: faut-il les baisser pour alléger le porte-monnaie de la classe moyenne?
PYM: Dans le canton, on a fait des baisses d'impôts, notamment pour les déductions des primes-maladie. Mais l'impôt qui augmente et qu'il faut plafonner, c'est la prime-maladie elle-même. C'est le seul impôt qui augmente continuellement sans que la droite qui veut baisser la fiscalité ne dise quelque chose. Quand on parle impôt fédéral direct (IFD) , si on le baisse, 90% de l'effet profitent aux plus riches. La solution du PLR et de l'UDC a été de voter un taux unique de 4,5% pour tous que l'on a pu éviter. Ça aurait fait payer 73% de la population davantage, alors que les 7% des plus riches y gagnaient, selon le Conseil fédéral… Ça m'a vraiment choqué.
PB: Je ne vois pas d'espace pour des baisses de l'IFD. Et je suis totalement opposé à un taux unique. Concernant la TVA, il y a peu de marge de manœuvre pour une augmentation supplémentaire. I

Il faut se mettre à table avec l'Union européenne

La politique étrangère de la Suisse, pas d'intérêt?
PB: Le débat sur la question de l'Union européenne (UE) est beaucoup revenu dans les cercles entrepreneuriaux que j'ai rencontrés. Il faut voir que certains pays hors UE trouvent des accords avec elle. Pour quelle raison ne le pourrions-nous pas?

Quel genre d'accords?
PB: Se mettre au plus vite à la table des négociations pour consolider les bilatérales en même temps que la protection des salaires suisses.
PYM: Je suis d'accord, mais cela est rendu difficile par la rigidité de l'UE. Lorsqu'on parle à des politiques comme le vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic, on se dit que ça peut avancer. Et dès que les négociateurs suisses rencontrent leurs homologues de l'UE, cela se fige sur une logique qui n'a aucune chance de passer dans notre pays: il s'agit de nous imposer ce que l'Europe a libéralisé, comme les transports publics, l'électricité et le marché du travail, sous peine de sanctions.
PB: La Suisse doit faire valoir ses arguments: elle fait vivre 1,5 million de personnes aux alentours, dont 300 000 frontaliers. Elle a financé des infrastructures comme nos tunnels du nord au sud qui servent l'Europe. Nous finançons également son fonds de cohésion. Il n'y a pas d'espace politique pour adhérer à l'UE, et il n'y a pas lieu de l'envisager, mais nous pouvons consolider notre collaboration en gardant nos spécificités.
PYM: Une piste serait de se mettre d'accord avec l'UE sur un paquet de mesures – avec des concessions, mais sans s'engager dans une reprise contraignante pour nos secteurs essentiels.

Avec cet état d'esprit, on n'aurait pas fait un pas en avant sur la collaboration européenne!
PYM: Ce n'est pas vrai: les bilatérales portaient justement sur l'accès au marché de l'UE, mais garantissaient que les mesures d'accompagnement étaient du ressort national, et que la législation sur le marché du travail restait du domaine du droit intérieur.

Concernant les guerres, Ukraine et Proche-Orient: quel rôle pour la Suisse, les rapprochements avec l'Otan sont-ils bienvenus?
PB: Nous sommes le pays des bons offices, ce qui a été sous-estimé. Nous n'adhérerons ni à l'UE, ni à l'Otan, bien que des rapprochements soient naturels.
PYM: L'actualité est choquante, avec l'agression russe de l'Ukraine ou le massacre de civils israéliens par le Hamas. La Suisse doit coopérer avec les forces démocratiques dans le monde. Notre neutralité doit être pragmatique, on ne la définit pas tout seuls. AK/RB

Cadre plus souple pour les stages

Salaire minimum ▸ C'était devenu la bête noire des défenseur·ses du salaire minimum cantonal, introduit en novembre 2020 à Genève. Dans certains cas, l'obligation de rémunérer les stages à 24 francs de l'heure avait poussé certain·es employeur·ses à ne plus proposer de programmes de formation, faute de moyens. Jusqu'à présent, seuls échappaient à cette contrainte les programmes d'insertion cantonaux ou fédéraux, proposés par l'assurance chômage, invalidité ou par l'Hospice général notamment. Les communes, elles, n'y dérogeaient pas, à l'instar de Vernier qui, pour cette raison, ne propose plus de stages d'insertion depuis janvier 2023. Ces programmes sont pourtant «reconnus d'utilité publique», a insisté hier la conseillère d'Etat à la tête du Département de l'économie et de l'emploi (DEE), Delphine Bachmann. Pour cette raison, la magistrate a décidé de modifier le règlement d'application régissant les critères d'exemptions au salaire minimum, en établissant sept nouvelles typologies d'activités pouvant échapper à la prérogative.

Durée des stages, buts, encadrement nécessaire ou profils des stagiaires engagé·es: les nouveaux critères pour prétendre à l'exemption ratissent large. Ils ont été calibrés par le Conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME), composé de membres de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), de l'Union des associations patronales genevoises (UAPG) et de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). C'est d'ailleurs à cette nouvelle entité tripartite que reviendra désormais la compétence d'établir ou de réviser ces critères. Les décisions devront être prises à l'unanimité.

Une question brûlante demeure toutefois. Ce nouveau dispositif ne sert-il pas simplement à détricoter le salaire minimum? Négatif, soutient le président de la CGAS, Davide De Filippo, pour qui «il s'agit surtout d'un travail de clarification, qui permettra aussi de réaffirmer que certains stages ne peuvent pas déroger aux 24 francs de l'heure». Et Martin Staub, conseiller administratif chargé du social à la Ville de Vernier, d'ajouter que «ce nouveau dispositif fixe des critères assez contraignants pour éviter la sous-enchère salariale. Il s'adresse surtout aux collectivités publiques et aux associations à but non lucratif». Pour lui, l'effet sera d'ailleurs immédiat, puisqu'il assure que sa commune va pouvoir, dans ce cadre, «très rapidement redémarrer les programmes des réinsertion avec les entreprises et les associations verniolanes». **LOUIS VILADENT**

Rassemblement en soutien à Israël

Place des Nations ▸ Hier en fin d'après-midi, 500 personnes environ se sont rassemblées sur la place des Nations pour exprimer leur soutien à Israël. Victor Gani, président ad intérim de la section genevoise de l'association Suisse-Israël, a réclamé la «libération sans délai des otages détenus à Gaza» ainsi que «l'inscription du Hamas comme organisation terroriste par les Nations unies».

Plusieurs député·es du Grand Conseil genevois étaient présent·es, dont le PLR Alexandre de Senarclens et sa collègue de parti Céline Zuber-Roy. Celle-ci a d'ailleurs pris la parole, en qualité de présidente du parlement, pour affirmer que le canton était «prêt à soutenir tous les efforts visant à la résolution pacifique du conflit». Son discours s'est soldé par des applaudissements, mais aussi quelques rares regards dubitatifs.

En retrait de la foule, Adam, 24 ans, étudiant en brevet technique en France voisine, avait «du mal à croire que les choses puissent se résoudre pacifiquement, en tout cas si le conflit continue sur cette voie». S'il «déplore les nouvelles victimes qu'on dénombre aujourd'hui des deux côtés», il a aussi jugé important de «considérer le conflit dans son ensemble» et «les tensions d'aujourd'hui comme le fruit de décennies de dissensions, voire d'oppression», a-t-il confié. **LVT**

Avec Antonio Hodgers et Anne Hiltpold, le Forum citoyen est revenu sur la mise en œuvre de ses mesures d'aménagement et de lutte contre la crise climatique

Le Forum citoyen appelé à la patience

LAURA MORALES VEGA

Selon Antonio Hodgers, «plusieurs axes, entre Vernier et la Zimeysa, entre Versoix et Sécheron et entre Bernex et la Bâtie devraient voir le jour entre 2025 et 2027», en plus de la Voie verte actuelle. KEYSTONE

Société civile ▸ Reporté à cause des élections cantonales en avril, le bilan de la mise en œuvre des mesures proposées par le Forum citoyen – une assemblée de 30 citoyen·nes tiré·es au sort et appelé·es à répondre à la question de «comment habiter le territoire genevois?» – a enfin pu avoir lieu ce mardi. En juin 2021, ils et elles avaient remis un rapport au conseiller d'Etat chargé du Territoire, Antonio Hodgers. Puis, en mars 2022, une première réponse du Conseil d'Etat avait donné des avis positifs à deux tiers des propositions, principalement liées à l'aménagement et à la lutte contre le réchauffement climatique. Classées à l'époque en trois catégories – à initier, à renforcer et en cours –, les 71 propositions retenues ont fait l'objet d'une nouvelle analyse. Un travail salué par Murielle, membre du Forum, qui se dit contente que «le processus continue toujours, deux ans après».

Le changement de législature et les délais imposés par la complexité des tâches n'ont cependant pas permis d'implémenter des solutions finales et concrètes à toutes les demandes. «Il s'agit d'un moment d'étape et bien des choses se sont passées depuis la remise de ce rapport», a déclaré le magistrat vert. Et de citer la votation cantonale sur le développement des réseaux thermiques structurants, la votation communale sur le tram Nations-Grand-Saconnex, l'introduction du droit à l'alimentation dans la Constitution cantonale ou encore la loi sur le climat acceptée au niveau fédéral – et fortement plébiscitée à Genève. Autant de nouvelles législations qui vont dans le sens des mesures du Forum citoyen. Cependant, «les temps démocratiques sont longs», a admis le magistrat. La conseillère d'Etat à la tête de l'Instruction publique, Anne Hiltpold, estime quant à elle qu'il faut donner du temps aux nouveaux et nouvelles arrivant·es de prendre connaissance des dossiers dont ils et elles ont hérités.

Le Forum citoyen et ses mesures représentent-ils donc un défi pour les autorités? Pas vraiment, nuance Antonio Hodgers: «Je suis plutôt rassuré que challengé. Des citoyens tirés au sort sont tombé d'accord sur des mesures qui pour beaucoup étaient déjà en cours de mise en œuvre *(sur 104 mesures proposées, 44 ont été classées comme en cours par le Conseil d'Etat, ndlr)*. Aussi, on peut voir que lorsqu'ils sont confrontés à des explications d'experts, comme ça a été le cas, les membres du Forum citoyen issus d'une grande variété de bords politiques jugent important d'investir dans la transition écologique. Le Forum citoyen est plus progressiste que le Grand Conseil.»

Une conjoncture explosive

Le changement de conjoncture au niveau international, illustré principalement par la guerre en Ukraine, se traduit par des difficultés d'approvisionnement en énergie. Questionné par Giorgio, membre du Forum, le conseiller d'Etat a estimé que cet évènement était un exemple du lien étroit entre indépendance et durabilité: «Une société qui dépend du gaz russe ou du pétrole devient fragile face aux soubresauts de la géopolitique internationale. Une société davantage détachée des énergies fossiles sera plus durable et plus autonome.»

Sur la question clivante de la mobilité et interrogé par une citoyenne plaidant pour un développement plus rapide des infrastructures destinées aux déplacements à vélo, Antonio Hodgers ne s'est pas privé d'une remarque sur les pistes Covid dessinées par l'ex-conseiller d'Etat Serge Dal Busco au plus fort de la pandémie et critiquées par la suite pour leur supposée précipitation. «Nous travaillons pour renforcer l'offre de voies vertes dans le canton, a-t-il continué. Plusieurs axes, entre Vernier et la Zimeysa, entre Versoix et Sécheron et entre Bernex et la Bâtie devraient voir le jour entre 2025 et 2027.» L'obtention d'un crédit d'études de 20 millions de francs afin d'aménager des axes forts de circulation à vélo a également été citée. «On a encore de la marge, a cependant admis Antonio Hodgers. A Genève, la part de déplacements réalisés à vélo est de 6%. Dans des villes comme Copenhague, malgré la météo, elle est de 30%.»

Des priorités générales

Sur les priorités à tirer de ces 71 propositions retenues, Anne Hiltpold a de nouveau appelé à la patience. Antonio Hodgers a rappelé que le budget alloué à la transition écologique a fortement augmenté, avec désormais 5,9 milliards, soit 53% du budget total des investissements prévus sur la période 2022-2031. «De façon générale, nous allons surtout nous intéresser à la mobilité, à la question de l'approvisionnement en énergie notamment en mettant l'accent sur le photovoltaïque, à l'isolation des bâtiments.» Et pour un prochain bilan du Forum citoyen? «Peut-être dans deux ans», a déclaré le conseiller d'Etat à l'assemblée. ❙

PRIMES

LA GAUCHE APPELLE À MANIFESTER

Face à la récente hausse des primes d'assurances maladie, une coalition de syndicats, de partis de gauche et d'associations appelle à la mobilisation ce samedi 14 octobre. Dans son communiqué, le front a fait savoir qu'«en vingt ans, les primes de base ont augmenté de 159%», contribuant à «la mise en place d'une médecine à deux vitesses dans laquelle une partie des gens se prive de soins du fait d'avoir pris les franchises plus hautes». La coalition revendique la création d'une caisse d'assurance maladie unique, avançant que 37% de la population aurait besoin de l'aide de l'Etat pour payer son assurance et rappelant que le Canton a déboursé plus de 600 millions de francs en 2023 pour couvrir les dépenses liées aux subventions d'assurance maladie. Samedi, le cortège démarrera à 14h00 depuis la poste du Mont-Blanc et se terminera à la Place De Neuve. **LVT**

POLICE

VALIDATION PARTIELLE D'UNE INITIATIVE UDC

Le Conseil d'Etat genevois a partiellement validé l'initiative législative cantonale de l'UDC «Oui, je protège la police qui me protège». Le texte vise à modifier la loi sur la police pour instaurer une immunité de fonction pour les policiers. Deux dispositions de l'initiative ont été invalidées, a indiqué mercredi le gouvernement genevois à l'issue de sa séance hebdomadaire. La première ne permettait pas de recourir au niveau cantonal en matière de levée d'immunité, ce qui est contraire au droit fédéral. La seconde disposition conditionnait l'entrée en vigueur de l'initiative à une modification de la loi fédérale.

ATS

FRONTALIERS

INITIATIVE MCG INVALIDÉE

Le gouvernement genevois a déclaré nulle l'initiative du MCG «Emplois à l'Etat: limitons les frontaliers!». Il considère que l'essentiel du texte est contraire à l'Accord sur la libre circulation des personnes. L'initiative ne sera pas transmise au Grand Conseil.

ATS

PS et Vert·es espèrent maintenir dans leur escarcelle les deux sièges genevois à la Chambre haute

«Nous faisons entendre la voix de Genève»

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 22 octobre 2023

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC LALIVE D'EPINAY ET
GRÉGOIRE MOTTET

Pour les deux candidat-es sortant-es, «il est fondamental de maintenir un duo uni et solide». JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

Conseil des Etats ► La conseillère aux Etats verte Lisa Mazzone et son collègue socialiste Carlo Sommaruga briguent un second mandat lors des élections fédérales d'octobre. Interview.

Quel bilan tirez-vous de cette dernière législature?

Lisa Mazzone: Nos voix comptent dans les commissions qui couvrent des sujets importants pour le canton, comme la mobilité, l'énergie, la Genève internationale ou l'économie. Sur plusieurs dossiers, nous avons fait la différence. Pour une modernisation de la définition du viol dans le Code pénal, enfin basée sur l'autodétermination sexuelle et le consentement. Ou encore pour le tournant énergétique, qui garantit une accélération du développement des énergies renouvelables dans le respect de la nature. Mais le Conseil des Etats reste une chambre très conservatrice qui remet régulièrement en cause l'urgence climatique, et qui n'est pas très pressée de faire avancer l'égalité hommes femmes. Malgré cela, nous faisons entendre la voix de Genève qui est souvent en avance sur les questions sociales et environnementales.

Carlo Sommaruga: Nous sommes régulièrement intervenus sur les questions environnementales, énergétiques et sociales, que ce soit sur les loyers, les primes d'assurance maladie, les rentes AVS ou le salaire minimum, que nous avons défendu alors que la droite veut, elle, en réduire la portée. Nos votes ont été indispensables pour l'approbation du mariage pour toutes et tous. Nous n'avons pas seulement défendu des sujets sociaux et environnementaux, mais aussi ceux liés à la place genevoise.

Quels sont les tops et les flops?

CS: Le premier échec, c'est la réforme de l'AVS 21 et la remise en question d'acquis dans les assurances sociales. Le deuxième, qui est pour moi extrêmement grave, c'est la double attaque de la protection des locataires adoptée par la majorité de droite lors de la dernière session. Le troisième échec, c'est l'impossibilité d'obtenir une Suisse généreuse dans l'aide humanitaire ainsi que dans la coopération au développement. Le Conseil fédéral est complètement obtus. Ainsi, pour la reconstruction de l'Ukraine, il veut utiliser l'argent du crédit pour la coopération au développement destiné aux plus pauvres de la planète.

LM: Le mariage pour toutes et tous et la définition du viol sont deux succès importants. Comme la transparence du financement de la politique, qui existe pour la première fois lors de cette élection. Mais également le soutien aux PME, aux indépendant·es, aux actrices et acteurs culturel·les lors de la crise Covid, même si ça été parfois insuffisant. C'est la gauche qui a fait ce travail et qui a été chercher ces aides. Un top: sur la question énergétique, en particulier avec un système de financement important pour l'énergie solaire. Nous avons doublé les objectifs par rapport à ce que proposait le Conseil fédéral. On a pour la première fois un financement des mesures d'efficacité énergétique, pour réduire le gaspillage. Dans les flops, on peut ajouter la question de la migration. Nous avons espéré, avec la situation en Ukraine et l'élan de solidarité en Suisse, que ce soit un précédent sur lequel on puisse construire une autre politique d'asile, une autre politique d'accueil. Et malheureusement, on bataille seul·es contre une vision idéologique d'exclusion, contre un monstre bureaucratique qui détruit les gens. Notre pays manque de main d'œuvre. Ne pourrait-on pas valoriser ces personnes en les amenant vers le marché du travail?

> **«L'avantage d'une deuxième législature, c'est que l'on part avec un bagage»**
>
> **Lisa Mazzone**

La gauche genevoise est en place depuis quinze ans aux Etats. La droite espère briser cette hégémonie. Y a t-il un risque pour vos sièges?

CS: Si l'on se base sur notre bilan, vu la cohérence entre nos votes au parlement et ceux des Genevois et Genevoises lors des votations populaires, il n'y a pas de raison de s'inquiéter. En plus, il y a des contradictions internes extrêmement fortes à droite, et au premier tour, ils partent chacun avec leur champion ou leur championne. On verra au deuxième tour si vraiment il y a une dynamique convergente. Ceci dit, il est vrai que la droite se mobilise fortement. Il faut donc que l'électorat de gauche fasse pareil.

LM: Nous avons deux voix de gauche qui s'additionnent, et qui pèsent. Si nous avions une voix de droite et une voix de gauche qui votent différemment, la voix de Genève s'affaiblira. C'est fondamental de maintenir un duo uni, un duo solide.

CS: Nous travaillons tous deux en bonne intelligence avec le Conseil d'Etat, avec les départements genevois. Nous avons des contacts avec l'ensemble des acteurs socioéconomiques du canton. J'ai été très surpris par la déclaration du président du PLR genevois qui a dit «peu importe si Genève est moins influente, pourvu que la droite gagne un siège». Cela montre que l'alliance de droite est dans une posture purement idéologique et politicienne, sans tenir compte des intérêts de Genève.

Lisa Mazzone, entre les climatosceptiques et les techno-optimistes, est-ce que votre voix porte au parlement?

LM: Absolument. Il y a une voix verte qui se fait entendre à Berne, et qui n'est pas solitaire. Cette voix verte, c'est aussi celle des 60 000 personnes dans la rue à Berne le 30 septembre, qui réclame des mesures urgentes pour le climat. On a certes besoin de la technologie, mais celle-ci ne suffit pas. Depuis 2019, on assiste à des tentatives pour reléguer le climat en débat de seconde classe. On l'a très bien vu pendant cette législature et cette campagne. Il est donc toujours aussi nécessaire de continuer à se mobiliser pour le climat.

Si l'on en croit différents sondages, les Vert·es perdraient du terrain alors que le climat est un sujet de préoccupation majeur. Comment l'expliquez vous?

LM: Depuis quatre ans, je sens un retour de bâton avec des fronts qui se sont passablement durcis, avec des attaques systématiques comme cette polémique sur les météorologues. Cela peut paraître anecdotique, mais ça ne l'est pas. Parce que certains·es remettent en question les fondements du changement climatique ou l'urgence de trouver des solutions. Mais on le vit aussi avec une certaine agressivité chez les faiseurs d'opinions, et en particulier ceux qui ont des privilèges à perdre. Notamment des lobbies économiques, comme ceux des énergies fossiles, les importateurs automobiles ou les cimentiers. Avec deux stratégies: la stigmatisation des questions climatiques et des tentatives pour faire taire les mouvements de défense de l'environnement. Il y a un vrai enjeu de voter pour ceux qui défendent ces enjeux climatiques au sein du parlement.

Quelles sont vos propositions pour mettre le holà à cette hausse annuelle effrénée des cotisations d'assurance maladie?

CS: Il est essentiel, comme le préconise le parti socialiste, que les primes soient fixées en fonction du revenu. Ce n'est pas normal que quelqu'un qui gagne 100 000 francs par mois et une caissière qui gagne 3000 francs, payent la même prime. Ensuite, il faut aussi agir sur les coûts. Toutes les propositions qui ont été faites par le Conseil fédéral ont été soit écartées, soit réduites dans leur portées, notamment sur le prix de référence des médicaments. Une caisse unique comme nous le défendons amènerait de la transparence sur les coûts. Il est réjouissant de voir qu'une majorité de la population y est favorable. Il y a un problème énorme au parlement: c'est la représentation directe des lobbies dans les commissions. Résultat: la politique sanitaire, qui devrait répondre aux besoins de l'ensemble de la population, est dictée par ceux qui ont des intérêts économiques.

LM: Dans l'immédiat, on devrait introduire un moratoire sur les primes et un gel des hausses des primes. Je trouve d'ailleurs un peu facile de la part de certain·es de pousser des hauts cris lorsque les primes augmentent alors qu'ils et elles ont par exemple refusé des mesures efficaces pour faire baisser le prix des médicaments.

> **«L'alliance de droite est dans une posture purement idéologique et politicienne»**
>
> **Carlo Sommaruga**

En lien avec l'affaire Credit Suisse et les nombreuses critiques des milieux écologistes, pensez-vous que la place financière suisse devrait être plus fortement régulée ?

CS: Je pense qu'on est encore loin du compte, surtout si on continue de laisser faire le secteur privé. Un cadrage légal est indispensable. La Banque nationale suisse fait des investissements qui vont à l'encontre de la logique des Objectifs du développement durable (ODD) et ceux de l'Accord de Paris. L'effondrement de Credit Suisse ne pose pas seulement la question du climat, mais aussi celle de la gestion des grandes banques. J'étais favorable à une nationalisation temporaire pour permettre à la banque de redresser la barre. Aujourd'hui, l'UBS et Credit Suisse réalisent des bénéfices indécents: la Confédération leur a déroulé le tapis rouge. En plus, en cas de pépin pour l'UBS, la Suisse n'a plus les moyens d'intervenir vu le mastodonte qui a été créé. On est dans cette situation parce que la majorité de droite n'a pas voulu en son temps prendre des mesures strictes et s'est contentée d'une loi *too big too fail* réduite au minimum.

LM: Il faut désinvestir des énergies fossiles. Notre place financière doit être en cohérence avec nos engagements internationaux et ce qu'on prétend faire en termes de politique climatique. La Suisse joue aussi un rôle important dans le négoce des matières premières, par exemple dans le charbon qui est une catastrophe climatique. Notre manque de cohérence est flagrant.

Si vous êtes réélu·es, quels sont les projets que vous entendez défendre lors de cette prochaine législature ?

CS: Poursuivre la défense du pouvoir d'achat. Notamment le contrôle des loyers, des primes limitées de l'assurance maladie et l'indexation des rentes AVS. Je reste aussi engagé sur la Genève internationale et notamment sur la question de la coopération internationale. On se trouve aujourd'hui dans une situation catastrophique. Avec la politique menée par M. Cassis, c'est un recul jamais vu auparavant. L'expérience accumulée au Conseil des Etats nous rend encore plus efficaces dans notre travail politique. On connaît nos interlocuteurs, on connaît l'administration cantonale et fédérale, on travaille avec eux en bonne intelligence. Cette fluidité est extrêmement importante pour défendre les intérêts du canton et des Genevois·es.

LM: Nous avons encore du pain sur la planche. Nous avons posé un certain nombre de jalons au Conseil des Etats. L'avantage d'une deuxième législature, c'est que l'on part avec un bagage, et que l'on peut plus rapidement remettre les mains dans le cambouis pour aller chercher les majorités possibles. Les réponses à l'urgence climatique se trouvent dans une loi CO_2 qui nous permette de sortir de cette dépendance aux énergies fossiles et de bâtir ensemble un monde harmonieux pour nos enfants. C'est la première priorité. La deuxième, on en parle beaucoup moins, mais les inégalités hommes femmes demeurent. A commencer par les inégalités salariales. Egalement, la question du congé parental pour un vrai partage des tâches. Et puis évidemment les retraites, et en particulier pour les femmes. Avoir des retraites dignes pour tout le monde ça reste un sujet très important. I

Lire la version longue sur notre site www.lecourrier.ch

La mystérieuse dualité qui rapproche autant qu'elle sépare l'humain et l'animal sert de cadre à une exposition au Locle jusqu'en février. Avec le loup qui montre ses crocs

L'instant animal du Locle

ALAIN MEYER

Neuchâtel ▸ Alors qu'un premier loup a été tiré il y a quelques jours dans le canton de Neuchâtel, près du Mont-Racine, et que la cohabitation entre le canidé et les éleveur·ses de l'Arc jurassien part sur des bases conflictuelles, une exposition au Musée des Beaux-arts (MBA) du Locle invite, dès vendredi, à réfléchir sur les relations ambiguës et paradoxales entre l'animal et l'humain. «Tant du point de vue de notre propre identité que des enjeux liés à la biodiversité», résume au *Courrier* Federica Chiocchetti, directrice du MBA. Des œuvres de la collection permanente du musée, et d'autres du MUZOO de La Chaux-de-Fonds, dont une série d'esquisses et de toiles du naturaliste Robert Hainard, ont été ressorties pour entrer en dialogue avec des artistes contemporains de Suisse et d'ailleurs. Et pouvoir se collisionner sur le thème percutant de l'instinct animal. «En invitant des artistes à intervenir dans notre collection, nous avons été obligés aussi de l'étudier et de sélectionner ce qu'elle recelait d'animalier dans les caves et les dépôts du musée», dit-elle.

Une photographie de John Drysdale exposée au MBA. MUSÉE DES BEAUX-ARTS LE LOCLE

Abeilles et pesticides

La curatrice précise que «l'instinct animal, mystérieux, a toujours suscité de la curiosité chez les artistes quant à sa représentation». Ces œuvres, sculptures et installations se jaugent entre elles. Puis interrogent l'esprit humain dans leur face-à-face. Les zones floues perdurent entre sauvage et domestique, nature et culture, liberté et soumission, science et fiction. A la fois artistique et didactique, cette exposition tombe à point nommé puisque le loup tient désormais une chronique quasi quotidienne dans l'Arc jurassien depuis cet été, pour des déprédations qu'on lui impute. Plus qu'à Neuchâtel encore, la colère gronde dans le Jura bernois où aucun d'eux n'a été jusqu'ici tiré malgré des carnages constatés dans la région.

Au rez-de-chaussée du musée, le magazine *La Salamandre* tiendra informés les enfants sur les différences entre le loup, le lynx et l'ours par exemple. Mais c'est au dernier étage du MBA que débute cette visite entre questionnements humains et règne animal. Non pas avec le loup, mais avec des abeilles munies d'antennes et s'agitant dans le cadre d'une installation qui mêle à la fois vidéos et documents anthropologiques et philosophiques. Un travail rassemblé par le collectif neuchâtelois APIAN. Autoproclamé ici Ministère des abeilles, il s'inspire du premier ouvrage consacré, dès 1962, aux méfaits des pesticides, *Le Printemps silencieux (Silent Spring)* de l'écrivaine et biologiste étatsunienne Rachel Carson. «Ce collectif propose une lecture esthétique à partir de données scientifiques récoltées par ces antennes plantées sur les abeilles et mesurant l'impact des pesticides sur leur mémoire, indispensable pour retrouver leur chemin», éclaire Federica Chiocchetti.

Ménagerie insolite

Un étage plus bas, un imposant oiseau bleu en bois, plâtre et cire, une œuvre d'Irène Grundel, dévoile à l'intérieur de ses ailes un cabinet de curiosités composé d'objets extraits des collections des deux musées: ivoires, boîtes ornées de hiboux, animaux marins en stéatite. Dans ce capharnaüm, une sirène du sculpteur Willy Vuilleumier, originaire de Tramelan et de La Sagne, communique avec un escargot à l'allure humaine et qui joue de l'accordéon. Un Marc Chagall fait irruption dans la ménagerie. Quant aux tableaux de Robert Hainard, ils entrent en résonance – ou en collision c'est selon – avec des courts-métrages du cinéaste animalier italien Emilio Vavarella, lequel fait défiler… là un voyage avec un crabe, ici la figure acrobatique d'un vautour, plus loin un moment d'introspection d'un singe. Un taureau déstructuré et coloré signé Le Corbusier s'incruste dans le paysage.

Animaux du zoo de Gaza

Il ne manque plus que les cris. «L'anthropocentrisme est à l'origine de tout, car l'humain continue d'exploiter l'animal», commente la directrice. Cette exposition pourrait avoir un effet cathartique pour elle également. «J'ai toujours appréhendé l'instinct animal et cette exposition, qui sort de ma zone de confort, pourrait me libérer de mes peurs», explique-t-elle. Plus bas, elle nous signale la présence d'une œuvre étonnante et troublante. Sur un bout de pellicule, des pingouins vivants gigotent parmi des congénères empaillés dans ce qui peut être vue comme une critique des parcs zoologiques et de la taxidermie. Réalisé à partir d'images filmées il y a quelques années à Gaza déjà sous blocus, un montage défile. Des animaux du zoo avaient dû être évacués vers la Jordanie en raison de conditions de vie extrême. «Je n'ai pas la prétention de dire qu'une exposition artistique est là pour imposer une vision ou faire changer les opinions. Mais c'est un bon moyen de déclencher des courts-circuits dans les cerveaux des visiteur·ses», conclut Federica Chiocchetti. I

EMPLOI

Secrétaire administratif-administrative recherché-e

Le Rassemblement pour une politique sociale du logement (RPSL) est à la recherche d'un-e secrétaire administratif-administrative (30%) à compter de **début janvier 2024**.

Le RPSL est une association dont le but est de promouvoir une meilleure protection des locataires ainsi que des politiques sociales dans le domaine du logement.

L'offre complète est disponible au lien suivant :
https://www.rpsl.ch/post/offre-emploi

Les dossiers (CV + lettre de motivation) sont à envoyer d'ici au **31 octobre 2023** (à midi).

EMPLOI

LA VILLE DE GENÈVE ENGAGE
VILLE DE GENÈVE

LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR LES POSTES SUIVANTS:

CHARGÉ-E DE MISSION à 80% à la Direction du Secrétariat général (DSG)

ADJOINT-E TECHNIQUE au Service Voirie – Ville propre (VVP)

ADJOINT-E DE DIRECTION au Service de la petite enfance (SDPE)

Pour plus de détails concernant ces annonces: www.geneve.ch

Conditions et procédure d'inscription:
Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi. Les postes sont ouverts à toute personne titulaire d'un permis ou d'une autorisation de travail valable.

EMPLOI

SIT syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs

Le SIT – Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs, Genève recherche

Secrétaire administratif·ve à temps partiel (50 à 80%)

Au sein du groupe migration et du service des impôts

Groupe migration (50%)
- Tenue de permanences pour les travailleurs·euses sans statut légal ;
- Constitution de dossiers et demandes de permis de séjour et de regroupement familial ;
- Correspondances : corrections, rédactions, envois, classement ;
- Publication de contenus sur le site internet et les réseaux sociaux ;
- Prise de PV et diffusion ;
- Archivage et classement.

Service des impôts (30%)
- Tenue de permanences pour la rectification des impôts à la source ;
- Établissement des déclarations d'impôts pour les membres du syndicat ; suivi et facturation.

Votre profil
- Intérêt pour l'action syndicale ;
- Excellente maîtrise du français écrit et oral et de l'espagnol oral ; albanais, anglais et portugais sont des atouts ;
- Rigueur et très bonne organisation ;
- Flexibilité
- Bonnes connaissances de la législation et des pratiques administratives en matière de droit des étrangers·ères ;
- Capacité à établir les déclarations d'impôts sous votre propre responsabilité ;
- Maîtrise des outils de bureautique (Word, Outlook, Excel) et ouverture à en apprendre de nouveaux (mailChimp et mailpro) ;
- Capacité à travailler en équipe et de manière autonome ;
- Résistance au stress ;
- Connaissance des institutions genevoises et expérience dans un syndicat ou dans une organisation à but non lucratif sont des atouts.

Nous offrons
- Un travail riche de sens, intéressant et varié ;
- Un cadre de travail dynamique et participatif.

Entrée en fonction : 1er décembre 2023 ou à convenir.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur offre écrite (avec CV, lettre de motivation et certificats de travail) **d'ici au 29 octobre** à sit@sit-syndicat.ch, en précisant si elles sont candidates pour les deux volets du poste mis au concours ou uniquement à la partie migration.

Seuls les dossiers correspondant au profil du poste seront pris en considération.

L'UDC et le PS progressent

Sondage ► L'UDC devrait renforcer sa place de premier parti de Suisse lors des élections fédérales, selon le dernier baromètre électoral de la SSR publié mercredi. Le PS enregistre aussi des gains.

L'UDC totalise désormais 28,1% des intentions de vote (+2,5 points de pourcentage par rapport à 2019). Le PS se classe en 2e position avec 18,3% (+1,5 point). L'annonce de la hausse massive des primes-maladie a probablement été un facteur pour cette évolution. Le Centre (14,3%) et le PLR (14,1%) sont au coude à coude pour la 3e place. Les Verts enregistrent une baisse de 3,5 points à 9,7%. Les Vert'libéraux reculent aussi, mais dans une moindre mesure (-1 à 6,8%). **ATS**

SEPT SAGES

BERSET LE PLUS INFLUENT

Le président de la Confédération Alain Berset est le conseiller fédéral le plus puissant, selon le sondage SSR . Selon 65% des sondés, le socialiste a «beaucoup d'influence» au sein du collège. Karin Keller-Sutter (plr) arrive en 2e position (56%), devant l'UDC Albert Rösti (32%). **ATS**

Le Conseil fédéral veut interdire le Hamas

Proche-Orient ► Le Conseil fédéral estime que le Hamas doit être qualifié d'organisation terroriste. La task force Proche-Orient étudiera les options juridiques pour interdire l'organisation. Le Conseil fédéral a à nouveau condamné hier «avec la plus grande fermeté les actes terroristes menés par le Hamas contre des civils en Israël». Il appelle à la libération immédiate des otages de l'organisation et demande un arrêt immédiat des violences. Le gouvernement suisse rappelle que la population civile doit être protégée, et le droit international humanitaire respecté en tout temps.

Le DFAE s'assurera aussi une nouvelle fois que les fonds accordés par la Suisse aux ONG au Proche-Orient ne bénéficient pas au Hamas.

Parmi les groupements interdits en Suisse figurent l'Etat islamique et Al-Qaïda, ainsi que les organisations apparentées, selon une décision confirmée l'automne dernier par le Conseil fédéral. **ATS**

L'élu vaudois François Pointet se montre optimiste pour son parti malgré des sondages plutôt moyens

Le PVL, un «ado» qui grandit

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 22 octobre 2023

GUILLAUME CHILLIER

Politique ► Le Parti vert'libéral suisse (PVL) connaît un âge et un développement différents selon les régions. Née en 2004 à Zurich, la formation n'a que quatre ans en Valais, si bien qu'il y a encore «une bonne marge de progression», assure François Pointet. Pour le conseiller national vaudois, membre du comité directeur du parti et vice-président du groupe aux Chambres, les cinquièmes fédérales du PVL pourraient être celles de la consolidation.

Les Vert'libéraux tentent de placer des pièces dans toutes les régions du pays. KEYSTONE

«Le PVL est d'une gauche très modérée et progressiste»

François Pointet

Les sondages ne vous donnent qu'une légère progression lors des élections alors que vous venez de passer quatre ans à gagner des sièges dans les cantons. Confiant ou anxieux?

François Pointet: Nous sommes le parti de l'optimisme, alors nous sommes toujours confiants! Les sondages ne sont pas particulièrement positifs, mais nous restons dans une tendance vers une consolidation de notre électorat.

Avez-vous atteint l'âge de la maturité?

A Zurich, le parti est à maturité. Ailleurs en Suisse romande, nous sommes parfois encore un peu adolescents.

Qu'est-ce qui manque pour percer en dehors de l'Arc lémanique, comme en Valais ou à Fribourg?

Ce sont surtout des questions historiques qui expliquent nos difficultés à nous implanter dans ces régions dominées par le PDC pendant longtemps. En Valais par exemple, Le Centre (ex-PDC) a perdu sa majorité absolue tout récemment et notre section cantonale est née il y a seulement quatre ans.

Souffrez-vous de cette étiquette de parti bobo-urbain?

Un peu. Mais à l'époque, c'est aussi ce dont souffraient les libéraux et indépendants intellectuellement. Mais oui: il faut réussir à sortir de cette vision d'ingénieur urbain et nous y travaillons. Depuis 2017, notre président vient de l'Oberland bernois et a fait un apprentissage. Cela dit, si nous étions si bobo-urbains, nous serions majoritaires à Lausanne *(rire)*!

Selon la *NZZ*, le PVL est plutôt marqué à gauche. Au-delà des questions écologiques, n'avez-vous pas un problème d'identité?

Il faut se poser la question de la pertinence d'analyser la politique selon un axe gauche-droite. Nous sommes un parti vert et libéral. Nos membres sont bien placés dans les ratings des associations écologistes et dans ceux des milieux économiques. Nous sommes le seul parti à défendre clairement une solution dans le dossier européen. Il faudrait ajouter l'axe progressiste/conservateur pour voir qu'au final, le PVL est d'une gauche très modérée et très progressiste.

Prôner la durabilité et la croissance économique, c'est une éternelle contradiction...

Je visite régulièrement des entreprises et je peux vous dire qu'elles font partie de la solution. Pour nous offrir une bonne transition énergétique, nous avons besoin d'une économie forte.

Vous avez noué plusieurs apparentements avec Le Centre dans l'objectif de ne pas perdre vos voix en cas de non-élection. N'est-ce pas un aveu d'échec?

Si nous avons la volonté de nous allier avec Le Centre au niveau fédéral, c'est parce que nos deux partis souffrent de la polarisation du parlement. Je préfère aider Le Centre que de perdre nos voix et d'aider les extrêmes comme l'UDC ou la gauche dure.

Si vous n'atteignez pas 10% au National et que vous échouez à faire votre retour aux Etats, revendiquerez-vous un siège au Conseil fédéral?

Ce sont les critères que nous nous sommes donnés. Si nous ne les remplissons pas, nous manquerons de représentativité pour viser le Conseil fédéral.

En Suisse romande, le PVL c'était Isabelle Chevalley. Est-ce difficile d'exister après elle?

Je me réjouis de lire les résultats des Fédérales pour savoir comment nous avons réussi à faire face au départ d'Isabelle Chevalley. Avec Michel Matter (GE) et Céline Weber (VD), nous avons travaillé dur et nous nous démarquons au parlement. Cela dit, il est difficile d'exister dans les médias avec nos solutions pragmatiques et non pas des discours extrêmes ou polémiques.

Est-ce que le fait que le PVL est un parti plutôt alémanique est un frein à son développement en Suisse romande?

A Neuchâtel, nous avons neuf députés et un siège à l'exécutif de la ville; dans le canton de Vaud, nous avons 11 députés. C'est intéressant, positif et si nous ne progressons pas tant que cela le 22 octobre, nous sommes immanquablement dans une phase de consolidation. I

VICTOIRES ET SONDAGES RIMENT AVEC INCERTITUDE

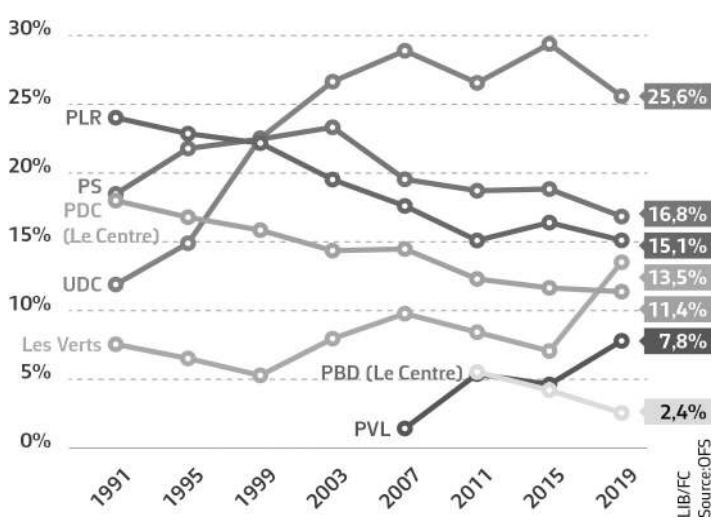
Pour les Vert'libéraux, pas facile de prévoir le résultat des élections fédérales du dimanche 22 octobre. Il y a une forme d'ambivalence teintée d'incertitude: après une importante poussée lors des élections fédérales de 2019 (+3,2 points de pourcentage), le parti a engrangé de nombreux gains dans les élections cantonales.

De quoi être optimistes. Sauf que depuis quelques mois, les sondages prédisent un vrai reflux de la vague verte au Parlement fédéral, si bien qu'au lieu d'une nouvelle progression, les Vert'libéraux ne pourraient gagner que quelques dixièmes de pourcentage voire carrément perdre du terrain par rapport à 2019. Ils pèsent actuellement 7,8% au Conseil national.

Actuellement, le groupe vert'libéral à Berne comprend 16 élus, dont trois Romands. Le parti est absent du Conseil des Etats depuis 2015 et, pour un retour, il mise sur son président Jürg Grossen (Berne) et, surtout, sur Tiana Angelina Moser (Zurich), cheffe de groupe au parlement. Reste que ce sera très difficile. Ces derniers temps, la direction du parti a affirmé que ce dernier était prêt à revendiquer un siège au Conseil fédéral.

Avec ces critères: atteindre 10% des sièges au Conseil national et marquer un retour au Conseil des Etats. Autant dire qu'aujourd'hui, l'objectif paraît très ambitieux. Consolation à venir peut-être, des discussions sont en cours pour que les Vert'libéraux récupèrent le poste de chancelier. GCH

FORCE DES PARTIS AU CONSEIL NATIONAL



Cabinet de guerre en Israël

Proche-Orient ► Israël a poursuivi hier ses raids destructeurs sur Gaza et annoncé un gouvernement d'urgence pour la durée du conflit avec le Hamas. Le bilan des morts continue de s'alourdir avec 1200 victimes du côté israélien et 1055 morts à Gaza, selon les autorités locales respectives. Les combattants du Hamas, mouvement islamiste au pouvoir dans la bande de Gaza depuis 2007, ont tiré, eux, des roquettes sur Israël, dont l'une a touché un hôpital à Ashkelon (sud) sans faire de victime.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a qualifié l'offensive massive du Hamas menée depuis Gaza le 7 octobre à l'aube, de «sauvagerie jamais vue depuis la Shoah», promettant que son pays allait «vaincre avec de la force, énormément de force». Lui et son rival Benny Gantz ont annoncé, à l'issue d'une réunion, s'être mis d'accord «sur la mise en place d'un gouvernement d'urgence et d'un cabinet de guerre». Israël doit «éradiquer» le Hamas pour dissuader l'islamisme violent «dans le monde», a affirmé à l'AFP la ministre israélienne du Renseignement, Gila Gamliel. L'armée israélienne a annoncé le chiffre «impressionnant» de 1200 morts en Israël, pour la plupart des civils non armés, tandis que dans le territoire palestinien de Gaza le bilan s'élève à 1055 morts, selon les autorités locales. Israël y a coupé les approvisionnements en eau, en électricité et en nourriture. La seule centrale électrique du territoire est à l'arrêt faute de carburant et ses hôpitaux, qui manquent de matériel, sont débordés par l'afflux de blessés.

L'ONU a affirmé que le siège de Gaza, où plus de 263 000 personnes ont déjà été déplacées par la guerre, était «interdit» par le droit international humanitaire.

Des ambulances ont été prises pour cibles hier, provoquant la mort de quatre auxiliaires médicaux du Croissant-Rouge palestinien, selon la Croix-Rouge à Genève. L'ONU a annoncé de son côté que 11 employés de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) ont été tués depuis samedi à Gaza.

De l'autre côté de la frontière, Israël poursuit sa mobilisation avec le déploiement de chars et véhicules militaires dans le sud du pays.

ATS/AFP

Un séisme frappe à nouveau

Afghanistan ► Un séisme de magnitude 6,3 a frappé mercredi l'ouest de l'Afghanistan. Plus de 1000 personnes ont été tuées (selon un bilan revu à la baisse par le gouvernement afghan) dans un précédent tremblement de terre survenu samedi dans cette région.

Le séisme s'est produit à une faible profondeur vers 5h10 heure locale (2h40 en Suisse), son épicentre se situant à environ 29 kilomètres au nord de la ville de Hérat, a indiqué l'USGS. L'impact de ce nouveau tremblement de terre n'est pas encore clair, alors que des milliers de personnes sont sans abri après la destruction de leurs maisons samedi par le premier séisme de magnitude 6,3, suivi de huit répliques.

Aucun nouveau décès n'a été signalé dans l'immédiat, selon les autorités. Les responsables locaux et nationaux ont donné des chiffres contradictoires sur le nombre de morts et de blessés lors du tremblement de terre de samedi, mais le ministère de la gestion des catastrophes a déclaré que 2053 personnes avaient trouvé la mort.

«Nous ne pouvons pas donner de chiffres exacts pour les morts et les blessés car ils sont en évolution», a déclaré le porte-parole du ministère, Mullah Janan Sayeq. **ATS/AFP**

UKRAINE
«AVANCÉE» RUSSE
L'armée russe a assuré mercredi avoir «amélioré» ses positions grâce à son offensive d'ampleur autour de la ville d'Avdiïvka, dans l'est de l'Ukraine. Dans le même temps, les forces de Kiev affirment avoir repoussé l'assaut. **ATS**

ZELENSKY
INVITÉ SURPRISE À L'OTAN
Les pays de l'Otan ont assuré mercredi qu'ils ne faibliraient pas dans leur soutien à l'Ukraine. Ils l'ont promis au président Volodymyr Zelensky, venu en invité surprise au siège de l'Alliance à Bruxelles pour faire part de ses inquiétudes avant l'hiver. **ATS**

FRANCE
CONDAMNÉ À PERPÉTUITÉ
Mohamed Lamine Aberouz, jugé pour complicité dans l'assassinat d'un couple de policiers à leur domicile de Magnanville en 2016 au nom de l'EI, a été condamné mercredi à la réclusion à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de 22 ans. **ATS**

LOGITECH
L'ULTIMATUM DE BOREL
Le fondateur de Logitech, Daniel Borel, demande à la directrice générale Wendy Becker de quitter ses fonctions avant le 31 mars 2024. «Une transition est nécessaire sans ego pour le prochain exercice au plus tard», a-t-il dit au journal *Le Temps*. **ATS**

ASTÉROÏDE
DE L'EAU DANS BENNU
L'astéroïde Bennu contient de l'eau et du carbone comme l'espéraient les scientifiques, a annoncé la Nasa. Elle a révélé dans le même temps les premières images de morceaux noircis du plus gros échantillon d'astéroïde jamais rapporté sur Terre. **ATS**

SUÈDE
GRETA THUNBERG AMENDÉE
La militante suédoise pour le climat Greta Thunberg a été condamnée mercredi à une nouvelle amende par le tribunal de Malmö pour «désobéissance à l'ordre public». Elle avait participé à une action de blocage du port de cette ville en juillet. **ATS**

La popularité du candidat ultralibéral Javier Milei grandit à dix jours de l'élection présidentielle

Le Bolsonaro argentin a la cote

MATHILDE GUILLAUME,
BUENOS AIRES

Argentine L «Dans le quartier, on vit déjà sous le règne de l'ultralibéralisme!» Hector Espinoza, la fin de vingtaine pleine de vitalité, file comme quelqu'un qui sait où il va dans l'entrelacs de ruelles biscornues de la Villa 31. C'est l'un des plus grands bidonvilles de Buenos Aires: une ruche qui abrite 40 000 personnes. Ici, comme dans tous les bidonvilles de la capitale argentine, Javier Milei, le candidat d'ultradroite à la présidentielle, est arrivé en tête aux élections primaires d'août. A dix jours des élections du 22 octobre, sa cote continue de monter.

C'est le discours hypercapitaliste de Milei qui a séduit Hector Espinoza. Le «Bolsonaro argentin» propose de «décapiter l'Etat à la tronçonneuse»: sur les dix-huit ministères actuels, il n'en conserverait que huit. Culture, environnement, science et technologie, transports, santé, affaires sociales: «Dehors!» La Banque centrale? «Dynamitée!» Privatisations et dérégulations à tout-va.

Javier Milei séduit les classes populaires avec son discours direct et hypercapitaliste. KEYSTONE

Le vide résonne

«Quand les politiques regardent nos quartiers, ils voient des pauvres, relève Hector. Alors que nous sommes des travailleurs. Milei, lui, nous parle comme à des sujets, il nous propose un plan où l'on est responsable individuellement de notre succès.»

Il y a deux ans, alors qu'il faisait campagne pour les élections législatives, Javier Milei a visité une première fois le quartier, sans prévenir, sans garde de sécurité. Ça a plu, beaucoup. Il a promis qu'il reviendrait et l'a fait. «On est tellement habitués à ce que les politiques nous mentent que ça nous a surpris qu'il tienne parole!» s'amuse Tarcilai, une vendeuse de maillots de foot pas tout à fait officiels. Avant, elle votait péroniste, comme la plupart des habitants du quartier qui regorge d'associations, soupes populaires et bureaux militants financés par le parti. Ces zones populaires étaient leur bastion.

> **«Milei est différent, c'est le seul à pouvoir redresser la barre»** Patricio

Mais avec l'aggravation de la crise (124% d'inflation à l'année, près de 40% de la population sous le seuil de pauvreté) et l'augmentation de l'économie informelle de subsistance, l'écho du récit traditionnel de la gauche péroniste sur le droit du travail, sur un Etat fort et protecteur, résonne dans le vide. Aujourd'hui, 45% des travailleurs ne sont pas déclarés en Argentine. Alors, les idées d'organisation collective et de justice sociale semblent autant de concepts creux. Et la politique de subsides ne suffit plus à garantir les votes.

«La plupart des gens ici touchent des allocations, explique Hector Espinoza. Mais ce ne sont que des miettes, pour lesquelles il faudrait jurer allégeance et dire merci? Milei nous a fait ouvrir les yeux. Comme il dit: il n'est pas là pour guider des moutons, mais pour réveiller des lions.» Norberto Suarez a envie de rugir. Dans sa minuscule échoppe, il s'emporte: «Il n'y a jamais eu autant de vols dans le quartier, et les flics, payés avec nos impôts, ne font rien. La justice non plus. Milei promet la «mano dura», on pourra acheter des armes pour se défendre.»

Dans une association de foot financée par une organisation péroniste, Milo Ramirez, un étudiant en anthropologie de classe moyenne et militant, semble désemparé: «On est en train de perdre le territoire malgré un maillage militant historique très dense dans le quartier. On sent que ces méthodes ne fonctionnent plus.»

Sur les réseaux sociaux

Milei, lui, n'a pas de représentant dans les bidonvilles. Pas de militants qui font du porte-à-porte, d'associations de soutien scolaire ou de soupes populaires. Sa campagne s'est faite sur les réseaux sociaux, relayée par des milliers de «producteurs de contenu», très jeunes, souvent des garçons séduits par son style très direct, voire violent.

Depuis sa chambre, Patricio poste des clips vus par des centaines de milliers de personnes sur TikTok. A 22 ans, cet étudiant en économie s'est formé sur YouTube, au fil des vidéos des supporters de Vox, Trump ou Bolsonaro. «La gauche ne fait plus rêver les jeunes. Depuis que je suis né, c'est elle qui gouverne, et regarde où on en est: le pays est exsangue! Milei est différent, il va déboulonner cette «caste» de corrompus, c'est le seul à pouvoir redresser la barre. Oui, Milei crie, vocifère. C'est notre colère qu'il exprime.»

© LIBÉRATION

Le scrutin législatif polonais de ce week-end s'annonce très serré avec en toile de fond la guerre en Ukraine

Les liens entre Varsovie et Kiev en jeu

DARIO THUBURN

Pologne ► La Pologne tient dimanche 15 octobre des élections législatives. Les populistes nationalistes au pouvoir pourraient l'emporter, selon les experts, plaçant le pays sur une trajectoire de collision avec l'Ukraine et l'UE. Selon nombre d'observateurs, il s'agit aussi des élections cruciales pour l'avenir de la démocratie dans ce pays, membre de l'UE et l'OTAN. Selon les derniers sondages, le parti Droit et Justice (PiS) est crédité de 32 à 34%, soit quelques points de plus que la Coalition civique (KO) dirigée par l'ancien président du Conseil européen Donald Tusk. Mais le résultat final dépendra probablement de celui qui parviendra à former une coalition gouvernementale. L'élection «est extrêmement serrée et équilibrée», écrit Aleks Szczerbiak, professeur en sciences politiques à l'université du Sussex, dans un blog.

Le PiS devrait obtenir le plus grand nombre de voix, mais son troisième mandat consécutif est menacé, faute d'une éventuelle majorité. Son partenaire le plus probable reste le parti d'extrême droite la Confédération, opposé à l'aide à l'Ukraine et critiquant «les privilèges» des réfugiés ukrainiens en Pologne. Officiellement, la Confédération est contre une coalition, mais les experts n'excluent pas une alliance. Pourtant, même si le PiS reste toujours en tête des sondages, l'opposition ne cesse de réduire l'écart et un gouvernement de coalition des libéraux, de la gauche et des centristes, semble bien possible. Une telle alliance serait plus tard confrontée à l'hostilité du président Andrzej Duda, allié de l'actuel gouvernement, et ne serait probablement pas en état de renverser les veto présidentiels.

Un troisième mandat consécutif pour le PiS et Jaroslaw Kaczynski reste incertain, faute d'une éventuelle majorité. KEYSTONE

«Retour à la normale»

Pour beaucoup, «il s'agit du scrutin le plus important depuis 1989. Car ce qui est en jeu, c'est l'avenir de la démocratie en Pologne et l'avenir de la Pologne en tant que démocratie et Etat de droit», déclare à l'AFP Dorota Dakowska, professeure de science politique à Sciences Po Aix-en-Provence (France). Au début du mois, M. Tusk a réussi à rassembler des centaines de milliers de personnes dans les rues de Varsovie, lors d'une démonstration de force sans précédent. Néanmoins, il concentre sa campagne sur les zones rurales et les petites villes où le soutien au parti au pouvoir reste fort, mettant l'accent sur l'économie.

Le taux d'inflation reste élevée en Pologne, l'UE prévoyant 11,4% sur 2023, tandis que la croissance sera faible, à +0,5% du PIB. Le PiS s'est concentré sur la sécurité et la souveraineté nationales et a lancé des attaques personnelles contre M. Tusk lui-même, l'accusant d'être antipatriotique et de représenter les intérêts de Moscou et de Berlin.

Le leader du PiS, Jaroslaw Kaczynski, véritable détenteur du pouvoir en Pologne, a qualifié M. Tusk de «personnification du mal absolu» et l'a accusé de «trahison nationale». Les médias d'Etat et le réseau de médias régionaux contrôlé par le géant de l'énergie Orlen ont amplifié ces attaques. Ce type de rhétorique inquiète de nombreux Polonais·es.

«Il est grand temps de revenir à la normale, à l'Etat de droit, à la liberté de choix et d'expression», a déclaré Monika Pieleszynska, une employée de bureau de 43 ans, lors du rassemblement de l'opposition le 1er octobre. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'OSCE, qui observe les élections, signale «un environnement très polarisé». Dans un rapport publié le mois dernier, l'organisation a parlé d'un «parti pris marqué» en faveur de PiS dans les médias publics.

Démarche purement électorale

En termes de politique étrangère, une nouvelle victoire du PiS pourrait aggraver les tensions et faire de la Pologne un partenaire encore plus imprévisible au sein de l'UE. Le gouvernement reste à couteaux tirés avec Bruxelles depuis des années, principalement en raison des réformes judiciaires considérées comme une atteinte à la démocratie et à l'Etat de droit, mais aussi en raison des restrictions à la liberté des médias et aux droits des migrants.

Ses relations avec l'Ukraine sont également fragiles, même si la Pologne a été jusqu'à présent l'un des principaux soutiens de Kiev envahi par la Russie. La Pologne a accueilli plus d'un million de réfugié·es ukrainien·nes, y a envoyé des quantités d'armes et d'aide, et joue le rôle clé dans le transit pour les approvisionnements occidentaux.

Mais la décision de Varsovie d'arrêter les importations de céréales ukrainiennes pour protéger ses propres agriculteurs a irrité Kiev et, lors d'un conflit diplomatique très médiatisée, Varsovie a menacé de restreindre ses livraisons d'armes. Le président Duda est allé jusqu'à comparer l'Ukraine à un «homme qui se noie» et qui pourrait tirer ses sauveteurs sous l'eau. Cette rhétorique vise probablement à gagner des voix nationalistes, mais elle reflète aussi la «lassitude de la guerre» dans la population polonaise. Un récent sondage a révélé qu'environ 40% des Polonais·es sont opposé·es à l'extension des dispositions permettant aux Ukrainien·nes d'accéder au marché du travail, aux soins de santé, à l'éducation et aux prestations sociales.

Selon Boguslaw Chrabota, commentateur du quotidien *Rzeczpospolita*, les récentes tensions avec l'Ukraine relèvent d'une politique à court terme. Il s'agit juste d'une «manœuvre purement électorale», estime-t-il. ATS/AFP

TÉLÉVISION

RTS 1

6.00 RTS Kids
Jeunesse.
9.10 Quel temps fait-il ?
9.20 Le gaucher
Film. Western.
11.05 Les feux de l'amour
11.45 Top Models
12.10 Demain nous appartient
12.45 Le 12h45
13.15 120 secondes
13.20 Le dernier bal des débutantes
Film TV. Drame.
15.00 Les Goldberg
15.20 Heartland
16.10 Les enquêtes de Morse
17.45 Super Bio Hero
17.55 Ici tout commence
18.25 C'est ma question !
19.00 Couleurs locales
19.30 19h30
20.10 Temps présent

21.05 SÉRIE
9-1-1 : LONE STAR
Série. Drame. EU. 2023. Saison 4. Avec Rob Lowe, Gina Torres, Rafael Silva. 2 épisodes. Inédits. Owen est impliqué dans l'enquête du FBI sur le gang de motards.

22.40 Ramdam
Mag. Prés. : Joëlle Rebetez, Rayane M'Zouri. 0h25. Mon amie l'IA. Inédit. L'intelligence artificielle est aussi l'alliée des artistes. Explication avec ceux qui saisissent les avantages offerts par cette technologie.
23.05 Mon corps virtuel et mon double
Film. Documentaire.

RTS 2

7.00 La Matinale
8.00 RTS info
9.05 Forum
Magazine.
9.35 RTS info
9.55 Svizra Rumantscha
10.20 Les beaux parleurs
11.40 RTS info
12.10 Couleurs locales
12.25 Passe-moi les jumelles
13.20 Le 12h45
13.45 RTS info
14.10 Caravane FM
15.00 RTS info
15.35 Infrarouge
16.35 RTS info
17.25 Suisse en scène
18.00 Forum
19.05 RTS info
19.30 Le 19h30 signé
20.10 Les Simpson
Série. 2 épisodes.

21.00 SPECTACLE
TRISTAN LOPIN : «DÉPENDANCE AFFECTIVE»
Spectacle. 1h20. Tristan Lopin conte ses déboires amoureux. Pour lui, la rupture est la meilleure manière de prendre un nouveau départ.

22.20 Zap RTS sport
22.30 Enfer blanc
Série. Thriller. Suède. 2020. Saison 1. Avec Lena Endre, Bianca Kronlöf, Nicolas Bro. 2 épisodes. Enok et Liv atterrissent à quelques kilomètres de la base militaire danoise où se cachent les kidnappeurs.
0.00 Baltic Crimes
1.30 Couleurs locales

TF1

6.30 Tfou
Jeunesse.
8.30 Téléshopping
Magazine.
9.25 Familles nombreuses : la vie en XXL
10.30 Amour, gloire et beauté
Feuilleton.
11.00 Les feux de l'amour
11.50 Les 12 coups de midi
13.00 Le 13h
14.00 Disparition au palace
Film TV. Thriller.
15.40 Trahie par ma meilleure amie
Film TV. Drame.
17.30 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 Le 20h
21.00 C'est Canteloup

21.10 CONCERT
TOUS AVEC LES BLEUS, LE CONCERT ÉVÉNEMENT
Concert. Présentation : Nikos Aliagas. 2h10. Inédit. TF1 vous propose une soirée grandiose au cœur de Paris.

23.20 Esprits criminels
Série. Policière. EU. Avec Joe Mantegna, Thomas Gibson, Shemar Moore. 3 épisodes. Rossi et ses collègues se rendent dans le sud-est des États-Unis, où deux fanatiques religieux ont été mis à mort de la même manière en l'espace de quelques jours.

FRANCE 2

5.30 Un si grand soleil
6.00 Le 6h00 info
6.30 Télématin
Magazine.
9.30 La maison des maternelles
Magazine.
10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 13 heures
13.55 Ça commence aujourd'hui
Magazine.
16.15 Affaire conclue
Magazine.
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles !
20.00 20 heures
20.50 Un si grand soleil

21.10 MAGAZINE
ENVOYÉ SPÉCIAL
Mag. Prés. : É. Lucet. 1h50. Inédit. «Éolien marin : la ruée vers le vent» ; «Sur le terrain, en Israël et au Liban» ; «Héroïne, le poison des campagnes» ; «Les glaneurs de pommes de terre».

23.00 Complément d'enquête
Magazine. Présentation : Tristan Waleckx. 1h15. Déchets nucléaires : quand nos poubelles débordent. Inédit. Dans le port de Dunkerque, un cargo russe transporte des dizaines de fûts d'uranium de retraitement réenrichi par les Russes.
0.15 Nous, les Européens
Magazine.

FRANCE 3

6.00 Okoo
8.30 Envie dehors !
8.31 Ici matin
9.10 Dans votre région
10.10 Dans votre région, la suite
11.15 Outremer.le mag
Magazine.
11.50 Outremer.l'info
12.00 Le journal des solutions
12.15 Ici 12/13
12.55 Météo à la carte
13.55 Météo à la carte, la suite
14.40 Tandem
16.45 Duels en familles
17.25 Slam
18.10 Questions pour un champion
19.00 Ici 19/20
20.00 Tout le sport
Magazine.
20.40 Aux Jeux, citoyens !

21.10 SÉRIE
SOPHIE CROSS
Série. Policière. Fra. 2021. Saison 1. Avec Alexia Barlier, Naïma Rodric. Affaire classée. L'enquête sur la mort d'un détective privé ramène toute l'équipe cinq ans en arrière.

22.50 La France en vrai
Magazine. 1h45. Une collection documentaire portée par le réseau régional de France 3, diffusée dans chacune des 13 régions de France. Des documentaires en régions par des auteurs et producteurs qui travaillent partout dans l'Hexagone.
0.35 Embarquement immédiat

ARTE

6.05 28 minutes
6.50 Arte journal junior
7.00 Dans la taïga, sur les traces du tigre de Sibérie
7.50 Invitation au voyage
9.25 Insecticide, comment l'agrochimie a tué les insectes
10.55 Les parcs nationaux des pays baltes
12.25 La pieuvre géante du Pacifique
13.35 Meurtres à Sandhamn
15.10 Médecines d'ailleurs
15.40 Natura Europa
16.35 Le golfe de Californie
17.20 Invitation au voyage
18.55 Arte Regards
19.30 Le dessous des images
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes

20.55 FILM TV
LE PATIENT
Film TV. Drame. Fra. 2022. Réal. : C. Charrier. 1h30. Avec Txomin Vergez, Rebecca Williams. Thomas se réveille à l'hôpital, seul survivant du massacre de sa famille.

22.30 Berlin Bad Trip
Série. Comédie. All. 2023. Saison 1. Avec Devid Striesow, Thorsten Merten. 6 épisodes. Inédits. Jannik, jeune lycéen passionné de musique classique, forme avec son copain Tai un duo d'outsiders que personne ne prend vraiment au sérieux. Une nuit, tous deux tombent nez à nez avec leur proviseur.

M6

5.30 M6 Music
5.40 Incroyables transformations
Divertissement.
8.50 M6 boutique
Magazine.
10.05 Ça peut vous arriver
Magazine.
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.45 Le 12.45
13.40 Scènes de ménages
Série.
14.00 Un jour, un doc
Magazine.
17.25 Le château de mes rêves
Divertissement.
18.30 Objectif Top Chef
Magazine. Semaine 6.
19.45 Le 19.45
20.30 Scènes de ménages
Série.

21.10 FILM
OSS 117, ALERTE ROUGE EN AFRIQUE NOIRE
Film. Comédie. Fra. 2019. Réal. : N. Bedos. 1h56. Avec Jean Dujardin, Pierre Niney. OSS 117 est contraint de faire équipe avec un collègue

23.20 OSS 117, Le Caire, nid d'espions
Film. Comédie. Fra. 2005. Réalisation : Michel Hazanavicius. 1h40. Avec Jean Dujardin, Bérénice Bejo, Aure Atika, Philippe Lefebvre. Le Caire, 1955. L'agent Hubert Bonisseur de la Bath, dit OSS 117, est envoyé en mission.
1.10 Le fabuleux destin de Jean Dujardin

AGENDA CULTURE

ÉVÉNEMENTS

GENÈVE

«PLANÈTE VERTE, MISSIONS BOTANIQUES». Jusqu'au 16 octobre. Exposition.
Conservatoire et Jardin Botaniques de Genève, Pregny-Chambésy

«LE CORBUSIER À CHANDIGARH, LA FORCE DE L'UTOPIE». Séance spéciale. Jeudi 12 octobre à 18h30. Partenaire: CODHA Coopérative de l'habitat associatif. Un film de Karin Bucher et Thomas Karrer. Projection suivie d'une discussion.
Cinélux, 8 boulevard Saint-Georges

RASSEMBLEMENT NON À LA GUERRE CONTRE LES PEUPLES DU MEXIQUE ET DU MONDE. Je 12 octobre 18h30.
Devant Uni Mail bd du Pont-d'Arve/bd Carl-Vogt

MANIF SUR LA SANTÉ MONDIALE. Jeudi 12 octobre 13h30.
Devant le Palais des Nations

MANIF CONTRE LA HAUSSE DES PRIMES. Samedi 14 octobre à 14h.
Devant Poste du Mont-Blanc

FÊTE DE L'AUTOMNE. Samedi 14 octobre dès 15h. A 16h goûter et maquillage pour les enfants, 16h30 extraits du spectacle «Miedka» de la Compagnie Zanco, 18h parade des marionnettes géantes lumineuses, 20h soupe.
Châtelaine, arcade des arts vivants site zanco.ch

POURQUOI VOTRE LOYER EST TROP CHER. Lundi 16 octobre à 19h org.: Asloca.
Maison de quartier de la Jonction, 18bis avenue de Sainte-Clotilde

VAUD

CINÉMA ARSENIC 3. Perfos vidéo je 12 ve 13 et sa 14 à 20h et di 15 oct à 17h. Mayara Yamada, Ursulina de Lombardia (CH), Léa Katharina Meier (CH).
Lausanne, Théâtre Arsenic, 57 rue de Genève www.arsenic.ch

JURA, BIENNE, JURA BERNOIS

SOIRÉE JEUX DE SOCIÉTÉ. Vendredi 13 octobre à 19h.
La Neuveville, Les Epancheurs

NEUCHÂTEL

«ENTRE DEUX EAUX - LA TÈNE, LIEU DE MÉMOIRE». Exposition. Jusqu'au 15 octobre. Dévoilant pour la première fois la quasi-totalité des trouvailles abritées dans les dépôts du Laténium ainsi qu'une abondante sélection de documents historiques, l'exposition propose une évocation onirique de l'histoire de ce lieu de mémoire.
Hauterive, Laténium latenium.ch

VALAIS

«LES ANNÉES FAUVES». Exposition temporaire. Jusqu'au 21 janvier 2024. En collaboration avec le Musée d'Art moderne de Paris. Peintures d'Henri Manguin, André Derain, Maurice de Vlaminck, Charles Camoin, Georges Rouault et Albert Marquet. Tous les jours de 9h à 18h.
Martigny, Fondation Gianadda

MUSIQUES

JURA, BIENNE, JURA BERNOIS

AMBÄCK. Vendredi 13 octobre à 21h.
Bienne, Le Singe

GENÈVE

PUCE MARY (DANEMARK) + AICHER (DANEMARK) + PASSAGE DE DISQUES BRIGADE D'INTERVENTION SANITAIRE, Dimanche 15 octobre portes 21h, concerts à 21h30.
Cave 12, rue de la Prairie 4 www.cave12.org

PATRICIA KOPACHINSKAÏA, VIOLONISTE. Jeudi 12 octobre à 19h30. Programme: Claude Debussy, György Ligeti et Ludwig van Beethoven. Dir.: Hannu Lintu.
KHATIA BUNIATISHVILI, RÉCITAL DE PIANO. Vendredi 13 octobre à 19h30. Programme: JS Bach, Franz Liszt, Beethoven, Franz Schubert, Igor Stravinsky.
Victoria Hall, rue Gén.-Dufour

FANFAREDULOUP ORCHESTRA - «SOUNDPAINTING». Jeudi 12 et vendredi 13 octobre à 20h concert, petite restauration dès 19h.
Alhambra, 10 rue de la Rôtisserie

JAZZ ONE MORE TIME - NOÉ HUCHARD TRIO. Vendredi 13 octobre accès 20h15 concert à 21h.

THÉÂTRE

GENÈVE

«MASTER CLASS» DE TERRENCE MCNALLY. Du 26 septembre au 15 octobre. Mar, ve 20h, mer, jeu, samedi à 19h, dim à 17h.
Les Amis Musique Théâtre, place du Temple, Carouge

«L'APPEL SAUVAGE». Spectacle adultes et ados, dès 9 ans. Du 6 au 15 octobre. vendredi 13 oct 19h, samedi 14 oct 19h et dimanche 15 oct 17h. Marionnettes à fils, marionnettes de table et marionnettes portées.
TMG Théâtre des Marionnettes de Genève 3, rue Rodo www.marionnettes.ch 022 807 31 07

«CHOEUR DES AMANTS», TIAGO RODRIGUES. Du 4 au 15 octobre. Salle modulable. Complet le 14 octobre, mais un quota de places est réservé pour les personnes avec handicap auditif. Inscription auprès de notre billetterie à billetterie@comedie.ch ou au +41 22 320 50 01. Sa 14 oct 19h30 représentation exceptionnelle.
VIDE-DRESSING. Samedi 14 octobre à 11h avec Mes Pulls font La Manche.

VALAIS

Hommage à Julos Beaucarne, Pascal Rinaldi, Vincent Zanetti, Alain Nitchaeff. Vendredi 13 octobre à 20h.
Evionnaz, Théâtre du Dé, https://lede.ch/

«JUSTE ÊTRE AVEC VOUS», CATHERINE TRAVELLETTI. Du 13 au 15 octobre, spectacle de théâtre, de danse et de musique. A 19h, dimanche à 17h.
Sierre, Théâtre Les Halles

D'JAL EN SPECTACLE. Ven 13 octobre à 20h45.
«52 MINUTES». Sam 14 octobre à 22h.

DANSE

GENÈVE

«DOTS» SPECTACLE DE LA COMPAGNIE EXCURSUS, DE RICKY BONAVITA. Sa 14 octobre à 20h30. Musique: Duo Leman Cellos. Chorégraphie et mise en scène: Ricky Bonavita.
Chêne-Bougeries, salle JJ Gautier, 1, route du Vallon, billetterie et infos chene-bougeries.ch

CONFÉRENCES

GENÈVE

PRESTATIONS FINANCIÈRES À LA RETRAITE, PARLONS-EN. Vendredi 13 octobre de 14h à 15h30.
Espace quartier des Minoteries, 3 rue des Minoteries

«PALESTINE 1917-1949, FIGURES D'UN COLONIALISME DE REMPLACEMENT». Présentation du livre de Jacques Pous. Jeudi 12 octobre à 18h30.
30 YEARS AFTER OSLO, WHERE TO ?. Mercredi 18 octobre de 12h à 14h. 30 ans après les accords d'Oslo, où allons-nous ?
ICAM L'Olivier 5 rue de Fribourg

TABLE RONDE SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 1918. Jeudi 12 octobre à 19h30.
Uni Mail bd du Pont-d'Arve salle 1140

VAUD

POURQUOI CETTE GUERRE CONTRE L'UKRAINE ? HISTOIRE ET ACTUALITÉ DE L'IMPÉRIALISME RUSSE. Jeudi 12 octobre à 20h, conférence avec Hanna Perekhoda.
Lausanne, Espace Dickens, avenue Dickens

LITTÉRATURE

NEUCHÂTEL

VERNISSAGE DE LIVRE - «FRITZ ET NANA, LES DEUX VISIONNAIRES FRIEDRICH DÜRRENMATT ET LEONARDO SCIASCIA. Dimanche 15 octobre à 16h précédé d'une visite guidée à 15h entrée libre.
Neuchâtel, CDN Centre Dürrenmatt chemin Pertuis-du-Saulf 74, www.cdn.ch

GENÈVE

LECTURE, «PHYSIONOMIES VÉGÉTALES» D'ÉLIE RECLUS. Samedi 14 octobre à 12h.
Librairie Le Parnasse, 6 rue de la Terrassière

APÉRO POÉTIQUE, LECTURE PAR SALOMÉ KINER. Samedi 14 octobre à 11h, «L'Endroit où j'ai trouvé ma langue».
Bains des Pâquis

PUBLICITÉ

Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire
24 heures sur 24 – 7 jours sur 7
Avenue de la Concorde 20
1203 Genève
022 418 60 00
Genève, ville sociale et solidaire
www.geneve.ch
VILLE DE GENÈVE

CONVOIS FUNÈBRES

Jeudi 12 octobre

VAUD

Jean-Luc Andrey, décédée à l'âge de 65 ans, recueillement musical au jardin du souvenir du cimetière d'Aigle à 10h30. **Jacqueline Augsburger**, Lutry. **Béatriz Bolz**, Bioley-Magnoux. **Myriam Despont-Oberson**, décédée à 81 ans, messe en l'église catholique Saint-Germain à Assens à 14h, suivie des honneurs. **Gabrielle Estoppey-Ganty**, Cully, la cérémonie s'est déroulée dans l'intimité. **André Gogel**, décédé à 80 ans, il n'y aura pas de cérémonie. **Michele La Luna**, décédé à 80 ans, célébration en la chapelle du Centre funéraire d'Yverdon-les-Bains à 14h, suivie des honneurs. **Françoise Mabillard**, décédée à 62 ans, cérémonie en l'église catholique de Villeneuve à 14h. **Alice Maurer, née Serkowski**, décédée à l'âge de 93 ans, cérémonie du souvenir en l'église catholique Saint-Maurice à Pully à 14h. **Rose-Marie Mercanton**, décédée à 94 ans le 6 octobre. **Anny Morerod-Fankhauser**, décédée à 97 ans, cérémonie d'adieu au temple de Vers-l'Eglise à 14h. **Jean-Pierre Neyroud**, Vaud. **Michèle Pelet-Erb**, décédée à l'âge de 61 ans, un dernier adieu a eu lieu dans l'intimité des siens à la chapelle Saint-Roch à Lausanne. **Ida Marianne Thévoz**, décédée à l'âge de 91 ans, culte au temple de Missy à 13h30k, honneurs à 14h. **Doris Tissot, née Wüthrich**, décédée à 81 ans, cérémonie d'adieu à 16h au Centre funéraire de Montoie. **Raymond Vallon**, Molondin. **Gregory Vouardoux**, au revoir au centre oecuménique de Froideville à 16h. **Suzy Wasser-Salquin**, décédée à 96 ans, cérémonie d'adieu à l'église Saint-Matthieu à Lausanne ch. Pierrefleur à 14h.

NEUCHÂTEL

Françoise Piaget, La Chaux-de-Fonds.

VALAIS

Colette Max, cérémonie religieuse en l'église Saint-Michel de Martigny-Bourg à 10h. **Gaston Mottet**, la cérémonie d'adieu a été célébrée dans l'intimité.

GENÈVE

Véronique Berger décédée à 89 ans, cérémonie en la chapelle du Centre funéraire de Saint-Georges à 11h15. **Marjorie Borel, née Lochmatter**, décédée à 80 ans, cérémonie d'adieu à la chapelle Camoletti du cimetière de Saint-Georges à 14h. **Maurice Bourgue**, décédé le 6 octobre à Avignon. **Thierry Coignat**, Genève. **Alice Gaudard**, Genève. **Yaël Gibson**, cérémonie laïque au cimetière de Saint-Georges (Petit-Lancy) à 14h45. **José Eliseo Lopez**, cérémonie à 13h30 au Centre funéraire de Saint-Georges. **Madeleine Samson-Marmeys**, culte à 14h30 au Centre Oecuménique de Meyrin (ch. De-Livron).

JURA, BIENNE ET JURA BERNOIS

Vérène Meyer, Porrentruy.

APPELS D'URGENCE

Service du feu	118
Police secours	117
Urgences sanitaires, ambulances	144
La Main tendue (24h24)	143
sos enfants	147

GENÈVE

Pharmacie Pharma24, 38 boulevard de la Cluse, HUG, 022 808 00 18
Médecine: 022 372 33 11 ou 022 382 33 11. HUG, Hôpital cantonal, Rue Micheli-du-Crest, 24, 24h sur 24
SOS Médecins à domicile: 022 748 49 50. 24h sur 24,
SOS Infirmières: 022 420 24 64. 24h sur 24
SOS Alcool: 0848 805 005, tarif d'un appel local 24/24h
Maternité: 022 382 42 36, (Obstétrique/accouchements) 022 382 68 16 (Gynécologie) Boulevard de la Cluse 32. 24h sur 24
Lu-ve de 18h à 24h, week-end et jours fériés de 08h à 24h (téléphone obligatoire): 022 305 04 58 ,Clinique des Grangettes, chemin des Grangettes 7, Chêne-Bougeries
022 719 61 00, Hôpital de la Tour, avenue J.-D. Maillard 3, Meyrin

PUBLICITÉ

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

TOUT SAVOIR SUR L'ACTUALITÉ SYNDICALE EN SUISSE ROMANDE ET AILLEURS?

ABONNEZ-VOUS À *L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL*

et offrez-vous un regard sur les enjeux sociaux, ici et dans le monde.

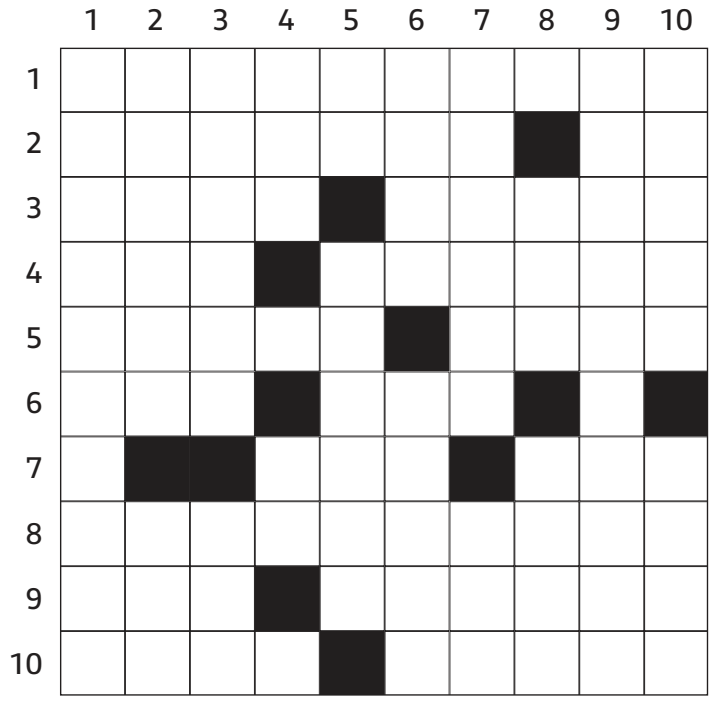
UN MOIS D'ESSAI GRATUIT?

☐ Je souhaite recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois.
☐ Je souscris un abonnement standard à 60 fr. par an.
☐ Je souscris un abonnement de soutien à 100 fr. par an.

Nom, prénom, adresse

À retourner à *L'Événement syndical* · pl. de la Riponne 4 · 1005 Lausanne
ou à forum@evenement.ch · evenement.ch/abonnement · tél. 021 321 14 60

MOTS CROISÉS N° 708



HORIZONTALEMENT
1. Composant électronique. 2. Arme de duel. Sur la Bresle. 3. Forces alliées. Affection subite. 4. Communauté russe. Peintre français. 5. Poivrier grimpant. Lancée sur les ondes. 6. Transport d'antan. Sur les rotules. 7. Qui ne peut être contenu. Que de lustres ! 8. Écarts de conduite. 9. Vieil accord. Rétablissent le courant. 10. Physicien français. Œuf de toto.

VERTICALEMENT
1. Un des acariens. 2. Écrivain et éditeur français. S'inscrit en faux. 3. Conversation à l'écart. Prise de lutte. 4. Femme de lettres américaine. Sous sol. 5. Personnel réfléchi. Village indien inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. 6. L'arc-en-ciel, autrefois. Table de sacrifice. 7. Groupes dissidents. Bout de terrain. 8. Après bis. Lieu de délices. 9. Agirent au service d'une cause. 10. Matoise comme un vieux loup. Joyau de la Renaissance.

SOLUTIONS DU N° 707

HORIZONTALEMENT ▸ 1. Résurgence. 2. Amusant. AC. 3. Débute. Omo. 4. Iule. Igues. 5. Iles. Tés. 6. Lam. Tsar. 7. Oméga. Net. 8. Gasoil. Mai. 9. Un. Animent. 10. Étal. Tarte.

VERTICALEMENT ▸ 1. Radiologue. 2. Emeu. Amant. 3. Sublimes. 4. Usuel. Goal. 5. Rat. Etain. 6. Gneiss. Lit. 7. ET. An. Ma. 8. Outremer. 9. Camée. Tant. 10. Ecosse. Ite.

MÉTÉO

Prévisions pour la Suisse romande et le Valais

Jeudi: Bien ensoleillé. Passages nuageux par moments denses sur le Nord du pays dans l'après-midi. En plaine, minimum 10 °C; maximum montant jusqu'à 24 °C. Vent de sud-ouest faible à modéré. En montagne, vent de sud-ouest modéré. Isotherme du 0 °C se situant vers 3500 mètres d'altitude.
Vendredi: Bien ensoleillé; augmentation de la nébulosité par l'ouest en soirée et durant la nuit. En plaine, minimum 10 °C; maximum 24 °C. Vent de sud-ouest faible à modéré. En montagne, vent de sud-ouest modéré. Tendance au foehn dans les Alpes. Isotherme du 0 °C se situant vers 4000 mètres d'altitude. MÉTÉOSUISSE

PARTENARIAT

En Valais, la formation Delta offre un apprentissage des arts de la scène à des jeunes ayant un profil atypique. Un spectacle a lieu dès vendredi au Théâtre Les Halles de Sierre

Inclure pour faire société

Le projet pilote de la formation Delta s'achève aujourd'hui par le spectacle *Juste être avec vous*, présenté au Théâtre Les Halles de Sierre. LAURA MORIER-GENOUD

CÉCILE DALLA TORRE

Arts vivants ▸ Permettre à quiconque de se former aux arts de la scène, que l'on soit en situation de handicap ou que l'on possède un profil atypique, un parcours compliqué, ou telle ou telle particularité. L'initiative est inédite et trouve un écho en Suisse romande avec la formation Delta. Entamé en janvier 2023, le projet pilote s'achève aujourd'hui par le spectacle *Juste être avec vous,* présenté dès vendredi au Théâtre Les Halles de Sierre.

«En Valais, il existait des ateliers de pratique en arts visuels pour des personnes différentes. Mais cela manquait dans les arts vivants», raconte Florence Proton, instigatrice du projet avec Julien Jacquérioz, directeur du théâtre sierrois, et la dramathérapeute et comédienne Catherine Travelletti. Cette dernière met en scène les neuf participant·es au projet dans ce spectacle inspiré par des personnages shakespeariens.

L'idée de travailler sur le concept d'inclusion dans les arts scéniques est née durant la pandémie de Covid, période durant laquelle il a été beaucoup question d'exclusion, explique Florence Proton, dont la fille Thaïs, 23 ans, a pu suivre la formation cette année. «J'en ai d'abord parlé avec Julien Jacquérioz, sensible à le représentation des corps différents sur scène. Catherine Travelletti en a ensuite proposé une définition plus large, l'idée étant d'intégrer différents types de profils atypiques, pas totalement inclus dans la société, même si ces personnes ne rencontrent pas un problème de santé particulier.»

Jouer le jeu

«Nous avons très vite pris contact avec La Manufacture, Haute Ecole des arts de la scène, afin de mettre en place un cours préprofessionnel inclusif qui puisse préparer au passage des concours pour intégrer l'école.» Le but étant à terme de permettre à des personnes différentes d'accéder aux formations artistiques romandes grâce à des critères d'entrée et un rythme adaptés.

«Les jeunes du projet Delta sont allé·es travailler avec les élèves de première année à La Manufacture. Des liens commencent à se créer et des discussions sont en cours. A terme, cela devrait porter ses fruits», espère Florence Proton.

De janvier à octobre, une dizaine de jeunes adultes ont suivi des cours hebdomadaires dans plusieurs disciplines. Selon le plan de formation de La Manufacture, les modules corps, voix et danse ont été enseignés en alternance par trois pédagogues.

Soutenu par de nombreuses institutions culturelles et sociales, le projet a également reçu un bon accueil de la Comédie de Genève, où les participant·es se sont rendu·es pour voir un spectacle. «Une partie du groupe a ensuite été engagée pour créer des capsules vidéo, qui seront mises en ligne sur le site de la Comédie, et a été rémunérée pour cette tâche», se réjouit Florence Proton.

L'un des enjeux a été de faire reconnaître cette formation professionnalisante afin que les jeunes, dont une partie est en emploi, puissent quitter leur travail afin de suivre les cours une fois par semaine sans conséquences financières. «S'ils s'absentent une journée, c'est un manque à gagner de leur côté», souligne-t-elle.

«Notre projet est dans l'air du temps. Il est presque étonnant que de telles formations n'existaient pas encore. Ça nous donne de l'énergie pour continuer»

Florence Proton

Après cette phase de test satisfaisante, la formation Delta a-t-elle des chances d'être pérennisée? «Nous espérons pouvoir proposer aux participant·es de suivre une deuxième année, nous sommes en train de monter le projet. Bien sûr, certain·es souhaiteront s'orienter différemment. Il n'y a rien d'obligatoire. Beaucoup possèdent une pratique artistique amateur depuis des années et peuvent avoir envie de poursuivre dans cette voie maintenant qu'une formation existe. Mais il faudrait leur demander ce qu'ils et elles ont envie de faire! Une élève a pu entrer dans une école d'art, en l'occurrence une école de couture. D'autres ont quitté la formation. Nous pensons déjà à une troisième année si nous pouvons obtenir les soutiens financiers.» Le budget annuel du volet pédagogique et du spectacle se monte à environ 150 000 francs.

Enrichissement mutuel

Comment faire société? Pourquoi éloigner les personnes qui ne sont pas comme tout le monde? Ne peut-on au contraire leur proposer d'autres places à prendre? Pour l'actrice culturelle et militante, l'inclusion est essentielle; elle apporte un enrichissement mutuel et d'autres visions du monde. «L'idée est que la société dans son ensemble se rende compte par elle-même qu'une vision inclusive est nécessaire. Mais je suis plutôt optimiste, notre projet est dans l'air du temps. Il est presque étonnant que de telles formations n'existaient pas encore. Ça nous donne de l'énergie pour continuer.» I

Juste être avec vous, du 13 au 15 octobre, Théâtre Les Halles, Sierre, www.theatre-leshalles.ch

La FanfareduLoup brandit ses pinceaux

Genève ▸ Peinture sonore. Ainsi peut se traduire en français l'idée de *soundpainting*, à écouter ce soir et vendredi à l'Alhambra. La FanfareduLoup inaugure sa saison 2023-2024 avec un concert précisément intitulé *Soundpainting*. Par là, il faut entendre l'utilisation d'un langage de signes, par le truchement duquel la personne en charge de composition et la direction d'orchestre, appelée *soundpainter* (peintre en sons), compose en temps réel avec son ensemble. Et cela, à l'aide de «phrases» tantôt incitatives, tantôt prescriptives, voire interrogatives.

Pour cette expérience qui se situe aux frontières de la composition et de l'improvisation, La FanfareduLoup, collectif genevois de 14 musiciens et musiciennes venu·es d'horizons divers, jouera sous la houlette de Vincent Lê Quang. Ce dernier, saxophoniste de renom international dans les registres jazz, classique et contemporain, professeur au Conservatoire de Paris, est un pionnier du *soundpainting* en France. A cet événement prendra part également une étudiante en master de composition et performance de la Haute Ecole de musique de Genève. **MARC-OLIVIER PARLATANO**

Je 12 et ve 13 octobre à 20h à l'Alhambra, Genève, fanfareduloup.ch

Aïda Diop, la créolité battante

Musique. «Un groove que l'on ne peut pas écrire, un groove dont on s'imprègne oralement.» Voilà qui décrit bien la pulsation chaloupée et les syncopes dont Aïda Diop tire le meilleur dans *Terre de l'autre côté*. Un EP cinq titres virtuose et radieux où la batteuse, percussionniste, compositrice et chanteuse convoque les rythmes d'une Afrique où elle a des racines (au Sénégal). Ramenant aussi de Cuba, où elle a séjourné, une saveur caribéenne apprêtée à sa sauce. La musicienne genevoise, par ailleurs membre du Grand Orchestre Tout Puissant Marcel Duchamp, s'entoure ici du pianiste Julien Ménagé et du saxophoniste Louis Billette. Le trio a carte blanche quatre soirs d'affilée, de lundi à jeudi, dans la cave de l'AMR, au Sud des Alpes.

RMR/ANNE GERZAT

Du 16 au 19 octobre, 20h, cave de l'AMR, Genève. Prix libre. Infos: amr-geneve.ch

MUSIQUE (GE)

100E CONCERT DE L'OSR POUR LES ENFANTS

Samedi, l'Orchestre de la Suisse romande (OSR) fête son 100e concert «pour petites oreilles». Cette série d'événements avait été lancée en 2014, afin de faciliter la découverte de la musique aux enfants dès l'âge de 4 ans. Le prochain volet aura lieu ce week-end à Uni-Mail. Au menu, le célèbre conte *Les Trois Petits Cochons*, revisité par Corinne Baudet. Narrée par Antoine Courvoisier, l'œuvre valorisera les cuivres de façon insolite. Les musicien·nes seront déguisé·es pour l'occasion. Et un gâteau d'anniversaire est même prévu pour la représentation de samedi après-midi. Une séance d'essai d'instruments suivra. **MOP**

Sa 14 octobre à 11h et 15h30, et di 15 à 11h, Salle Marie Laggé, 102 bd Carl-Vogt, Genève, osr.ch